



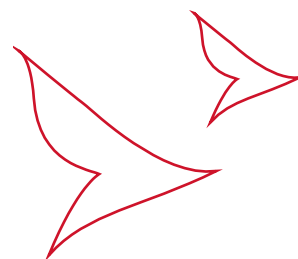
DEPARTEMENT DU GARD

JONQUIERES-SAINT-VINCENT

Hôtel de Ville – 1 Place de la Mairie – 30300 Jonquières-Saint-Vincent

HALLE DES SPORTS

**DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN
COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME**



Document de travail
7 juin 2018

urba.pro
URBANISME & PROJETS

COMPOSITION DU DOSSIER

PIECE N°0	Pièces administratives	P.0
PIECE N°0.1	Délibération de lancement	P.1
PIECE N°0.2	Compte-rendu de l'examen conjoint	P.
PIECE N°0.3	Avis de l'autorité environnementale	P.
PIECE N°0.4	Enquête publique	P.
PIECE N°1	Dossier de déclaration de projet	P.10
PIECE N°1.1	Note de projet de la déclaration de projet	P.10
PIECE N°1.2	Evaluation environnementale	P.14
PIECE N°2	Dossier de mise en compatibilité du PLU	P.43
PIECE N°2.1	Rapport de présentation intégrant l'évaluation environnementale	P.43
PIECE N°2.2	Règlement graphique après mise en compatibilité	P.82
PIECE N°2.3	Règlement de la zone nouvellement créée	P.85
PIECE N°2.4	O.A.P. correspondant au projet	P.91



Résidence Le Saint-Marc
15, rue Jules Vallès
34 200 SETE
urba.pro@groupe.lamo.fr
Tél : 04.67.53.73.45



Résidence Le Saint-Marc
15, rue Jules Vallès
34 200 SETE
naturae@groupe.lamo.fr
Tél : 04.48.14.00.13



Hôtel de Ville
1 Place de la Mairie
30 300 JONQUIERES-SAINT-VINCENT
contact@jonquieres-st-vincent.com
Tél : 04.66.74.50.12



DEPARTEMENT DU GARD

JONQUIERES-SAINT-VINCENT

Hôtel de Ville – 1 Place de la Mairie – 30300 Jonquières-Saint-Vincent

DOSSIER DECLARATION DE PROJET

PIECE N°0



Pièces administratives

Document de travail
7 juin 2018

urba.pro
URBANISME & PROJETS

COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 24 mai 2018

Nombre de membres			
CM	En exercice	Présents	Votants
23	23	14	19

Date de convocation
17 mai 2018

Objet de la délibération
Mise en compatibilité du PLU pour la construction de la Halle des Sports

N° de délibération
043 - 2018

Le vingt-quatre mai deux mille dix-huit, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni en l'Hôtel de Ville sous la présidence de Monsieur Jean-Marie FOURNIER, Maire.

Présents : Jean-Marie FOURNIER, Catherine CLIMENT, Thierry PESENTI, Delphine POIRIER, Éric ORTIZ, Brigitte GAYAUD, Frédéric MARTIN, Danièle BARON, Christian GOMEZ, Sébastien ANDEVERT, Myriam SEVENERY, Victor DEBSKI, Michel PERIER, Claude CADENAT.

Absents : Régis BLAYRAT (pouvoir à JM. FOURNIER), Géraldine HUGUES, Marie-Dominique MICHELET (pouvoir à C. CLIMENT), Sandrine CARRIERE (pouvoir à T. PESENTI), Cyril QUIOT (pouvoir à F. MARTIN), Mustapha ES SHAITI, Mélanie SALLE, Jennifer MOURET, Marie-Jeanne MARIN (pouvoir à M. PERIER),

Secrétaire de séance : Sébastien ANDEVERT

* * *

Rapporteur : *Thierry PESENTI, adjoint délégué à l'urbanisme*

Par délibération en date du 14 avril 2016, le Conseil Municipal avait confié à la Société Publique Locale Terre d'Argence la mission de mise en œuvre d'une procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour la construction de la future halle des sports au quartier de Peire Fioc.

La mise en compatibilité du PLU repose sur la procédure dite de « déclaration de projet », prévue à l'article L126-1 du Code de l'Environnement, qui porte également sur l'intérêt général du projet.

Au cas présent, l'intérêt général est invoqué pour plusieurs raisons :

- Le projet répond à un besoin d'outils pédagogiques dédiés aux activités sportives, à destination des établissements scolaires et des associations sportives de la commune ;
- Il permet d'acquérir un large panel d'activités physiques et sportives pour l'apprentissage, l'initiation et les entraînements sportifs ;
- Il favorise l'excellence sportive et la compétition pour les clubs sportifs présents sur le territoire ;
- Et il s'inscrit dans un projet plus vaste de nouveau pôle scolaire et sportif structurant, en entrée Sud de l'agglomération villageoise, qui sera porté au futur plan d'aménagement et de développement durable dans le cadre de la révision générale du PLU en cours de réalisation.

De ce dernier point d'intérêt général, il est souligné l'importance du projet à l'échelle communale : premier jalon de ce nouveau pôle scolaire et sportif, la Halle des Sports répond à la volonté municipale d'engager une réorganisation urbaine de son bourg, enjeu de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme prescrite le 3 mai 2017.

En effet, afin d'assurer une meilleure cohérence dans l'organisation des activités sur le territoire communal, de faciliter leur appropriation et plus précisément afin d'assurer la sécurité des déplacements des élèves, il est programmé un regroupement spatial des services liés à l'éducation au Sud de la commune : dans un premier temps la Halle des Sports, puis la construction d'un nouveau groupe scolaire dont le programme est en cours de définition, et pour finir la délocalisation du stade de football.

En résonance avec des infrastructures sportives déjà présentes, le projet de déviation de la RD.999 et le projet Magna Porta de la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole autour de la nouvelle gare de Manduel-Redessan, c'est le développement de l'entrée Sud de la commune qui est permis grâce à ce premier projet de Halle des Sports.

La mise en œuvre du projet nécessite des adaptations préalables du Plan Local d'Urbanisme, parallèlement à la révision en cours : il s'agira notamment de reclasser la partie de la zone Ad nécessaire à la création de la Halle des Sports en zone VAU, réservée aux équipements publics. En outre, le projet est susceptible d'avoir des incidences environnementales, notamment sur le site Natura 2000 « Costières nîmoises » limitrophe. La mise en compatibilité du PLU est donc soumise à évaluation environnementale, en application de l'article L121-15-1 du Code de l'Environnement.

La commune doit ainsi publier une déclaration d'intention par laquelle elle annonce le lancement de la procédure de mise en compatibilité et les modalités de concertation préalable ; elle notifie également le projet aux personnes publiques associées, avant d'organiser une réunion d'examen conjoint.

Puis une enquête publique est prescrite par arrêté municipal, à l'issue de laquelle le Conseil Municipal sera appelé à adopter la déclaration de projet qui emportera la mise en compatibilité et les nouvelles dispositions du PLU.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-2, L.153-54 et suivant, ainsi que l'article R.153-15 et suivants ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L126-1, L123-3 et suivants, ainsi que l'article L121-15-1 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale du Sud Gard et sa région, approuvé le 7 juin 2007 ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Jonquières-Saint-Vincent approuvé le 28 septembre 2007,

Vu sa délibération n°037-2016 du 14 avril 2016 confiant à la SPL Terre d'Argence la mission de mise en compatibilité du projet avec le plan local d'urbanisme de la commune,

Vu sa délibération n°048-2017 du 11 mai 2017 prescrivant la révision générale du plan local d'urbanisme,

Considérant l'intérêt général que présente le projet de halle des sports pour la population jonquiéroise et le développement du territoire communal,

Considérant que la réalisation du projet de halle des sports nécessite des adaptations au plan local d'urbanisme qui consisteront notamment à reclasser la partie de la zone Ad nécessaire à la construction en VAU,

Considérant que les adaptations du plan local d'urbanisme peuvent être mises en œuvre dans le cadre d'une procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du document d'urbanisme,

Considérant que cette mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale, ce qui rend nécessaire la publication d'une déclaration d'intention en vue de permettre au public d'exercer son droit d'initiative,

Considérant que les incidences prévisibles du projet sur l'environnement justifient l'organisation d'une concertation préalable avec le public,

Où l'exposé du Rapporteur,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

1. D'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, pour la construction d'une halle des sports au quartier de Peire Fioc.
2. De confier à Monsieur le Maire la saisine des personnes publiques associées et l'initiative de l'examen conjoint prévu à l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme.
3. De confirmer l'intérêt d'engager la procédure au vu des motifs d'intérêt général suivants :

- Disposer d'un outil pédagogique dédié aux activités sportives, à destination des scolaires et des associations sportives de Jonquières-Saint-Vincent ;
 - Acquérir un large panel d'activités physiques et sportives pour l'apprentissage, l'initiation et les entraînements sportifs ;
 - Favoriser l'excellence sportive et la compétition pour les clubs sportifs du territoire ;
 - Lancer la première étape d'un nouveau pôle scolaire et sportif structurant en entrée sud de la commune, grâce à la Halle de Sport.
4. De consulter la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers dans le cadre de la procédure.
 5. D'engager une concertation publique préalable, de nature à présenter le projet, expliquer la démarche et les enjeux, et permettre aux administrés de s'exprimer et de débattre, selon les modalités suivantes :
 - Affichage des délibérations et des prochaines étapes de la procédure en mairie et sur les panneaux d'affichage municipaux, dont le panneau d'informations électronique.
 - Publication d'articles d'informations dans la presse écrite locale et le bulletin municipal, et sur le site internet de la commune.
 6. D'engager une réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées, incluant la notification du projet et la convocation des personnes publiques associées un mois minimum avant la date de la réunion, puis l'établissement d'un procès-verbal de cette réunion.
 7. D'engager une enquête publique sur l'intérêt général du projet et sur sa mise en compatibilité selon les modalités suivantes :
 - Un arrêté municipal d'enquête publique devra être pris 15 jours avant le début de l'enquête publique.
 - Le maire devra informer le public de l'objet de l'enquête, de la décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer, de l'existence d'une évaluation environnementale ou d'une étude d'impact, des noms et qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête, et lorsqu'il a été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, et ce 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et tout au long de son déroulement.
 - Les moyens de communication et d'échanges utilisés seront l'affichage en mairie et sur le panneau d'affichage électronique, l'affichage sur un espace dédié sur le site internet de la commune, et une publication dans un journal local faite au moins 15 jours avant le début de l'enquête publique et 8 jours après son début.
 - Pendant la durée de l'enquête publique, le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public en mairie, et il sera possible de rencontrer le commissaire enquêteur aux jours et heures habituels d'ouverture.
 - Pendant cette durée, chacun pourra consigner ses observations sur le registre d'enquête mis à disposition du public au service Accueil de l'Hôtel de Ville. Les observations pourront aussi être adressées par écrit, dont il sera accusé réception, ou par voie électronique à l'attention du service Urbanisme de la commune (ccas@jonquieres-st-vincent.com).
 - A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur doit rendre un rapport et des conclusions motivées. Le rapport doit faire état des contre-propositions qui ont été faites au cours de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles apportées par le maître d'ouvrage.

L'ensemble de ces documents devra être rendu public.

8. D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestations de service nécessaires à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme.
9. Que la présente délibération sera notifiée à Monsieur le Préfet du Gard et transmise pour information à Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Beaucaire Terre d'Argence.
10. Que la présente délibération fera l'objet d'un affichage à la Communauté de Communes de Beaucaire Terre d'Argence et à la mairie de Jonquières-Saint-Vincent conformément aux dispositions de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.
11. Que la présente délibération sera publiée sur le site internet de la Communauté de Communes de Beaucaire Terre d'Argence et de la commune de Jonquières Saint Vincent conformément à l'article L.121-18 du Code de l'Environnement.
12. Que la présente délibération sera publiée sur le site internet de la Préfecture du Gard en application de l'article R.121-25 du Code de l'Environnement.

Le Maire
Jean-Marie FOURNIER



Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture

Le

et publication / affichage

Le



DEPARTEMENT DU GARD

JONQUIERES-SAINT-VINCENT

Hôtel de Ville – 1 Place de la Mairie – 30300 Jonquières-Saint-Vincent

DOSSIER DECLARATION DE PROJET

PIECE N°1



1.1 Note de projet

Document de travail
7 juin 2018

urba.pro
URBANISME & PROJETS

1. Responsables de projet

La maîtrise d'ouvrage est portée par la Commune de Jonquières-Saint-Vincent. La Communauté de Communes de Beaucaire Terres d'Argence a mandaté la SPL Terres d'Argence pour coordonner et piloter les études de déclaration de projet valant mise en compatibilité. Cette dernière est accompagnée par la SEGARD, structure opérationnelle d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, qui s'est adjointe les services du bureau d'études PROCESS pour l'accompagner dans la programmation opérationnelle du projet. À la suite d'une consultation en MAPA, le cabinet URBA.PRO a été désigné bureau d'étude en charge d'élaborer le dossier complet de déclaration de projet valant mise en compatibilité, avec une mission d'assistance pour le suivi de l'opération.

Le choix de procéder à une déclaration de projet s'explique grâce à sa compatibilité avec le PADD en vigueur sur la commune. En effet, le projet de la Halle des Sports ne porte pas atteinte pas à l'économie générale du document d'urbanisme de Jonquières-Saint-Vincent.

2. Intérêt général du projet

Le projet de Halle des sports à Jonquières-Saint-Vincent représente un atout conséquent pour le développement de la commune et pour le territoire de la Communauté de Communes à une échelle plus grande.

La Halle des sports représente une réponse à un besoin de dispositifs éducatifs sportifs mises à disposition de la population, et favorisant l'excellence sportive dans les compétitions des clubs sportifs de l'intercommunalité :

1. Le projet répond à un besoin d'outils pédagogiques dédiés aux activités sportives, à destination des scolaires et des associations sportives de Jonquières-Saint-Vincent ;
2. Le projet de halle de sport permet à la commune d'acquérir un large panel d'activités physiques et sportives pour l'apprentissage, l'initiation et les entraînements sportifs ;
3. Il favorise l'excellence sportive et la compétition pour les clubs sportifs très présents sur le territoire.

A l'échelle communale et au sein du futur projet d'aménagement et de développement durable de Jonquières-Saint-Vincent, le projet de la Halle des sports s'inscrit et ouvre le premier acte d'un nouveau pôle scolaire et sportif structurant en entrée sud de la commune :

4. La Halle des sports répond à la volonté municipale d'engager une réorganisation urbaine de son bourg. En effet, afin d'assurer une meilleure cohérence dans l'organisation des activités sur le territoire communal, de faciliter leur appropriation et plus précisément afin d'assurer la sécurité des déplacements des scolaires, il est programmé un regroupement spatial des services liés à l'éducation au sud de la commune. Dans un premier temps la Halle des sports, c'est ensuite la délocalisation du stade de foot et l'arrivée d'un nouveau groupe scolaire qui donneront corps à ce vaste projet. En résonnance avec des infrastructures sportives déjà présentes, le projet de déviation de la RD163 et le projet Magna Porta de la nouvelle gare à Manduel, c'est le développement de l'entrée sud de la commune de Jonquières-Saint-Vincent qui est permis grâce à ce premier projet de Halle des sports.

3. Apports du projet en faveur de l'environnement

Le site choisi pour l'implantation de la halle des sports est en bordure de l'agglomération de Jonquières-Saint-Vincent, site voué à une mutation urbaine, notamment lien avec la future déviation au sud du village depuis la RD 163. En lisière de la commune, à la jonction entre territoire rural et territoire urbain, le site s'inscrit à proximité des terrains de tennis et de football existant. Le projet s'intègre dans une démarche qualitative concernant le volet énergétique en proposant d'intégrer une production photovoltaïque mise en œuvre par une coopérative citoyenne locale.



DEPARTEMENT DU GARD

JONQUIERES-SAINT-VINCENT

Hôtel de Ville – 1 Place de la Mairie – 30300 Jonquières-Saint-Vincent

DOSSIER DECLARATION DE PROJET

PIECE N°1



1.2 Evaluation environnementale

Document de travail
7 juin 2018

urba.pro
URBANISME & PROJETS

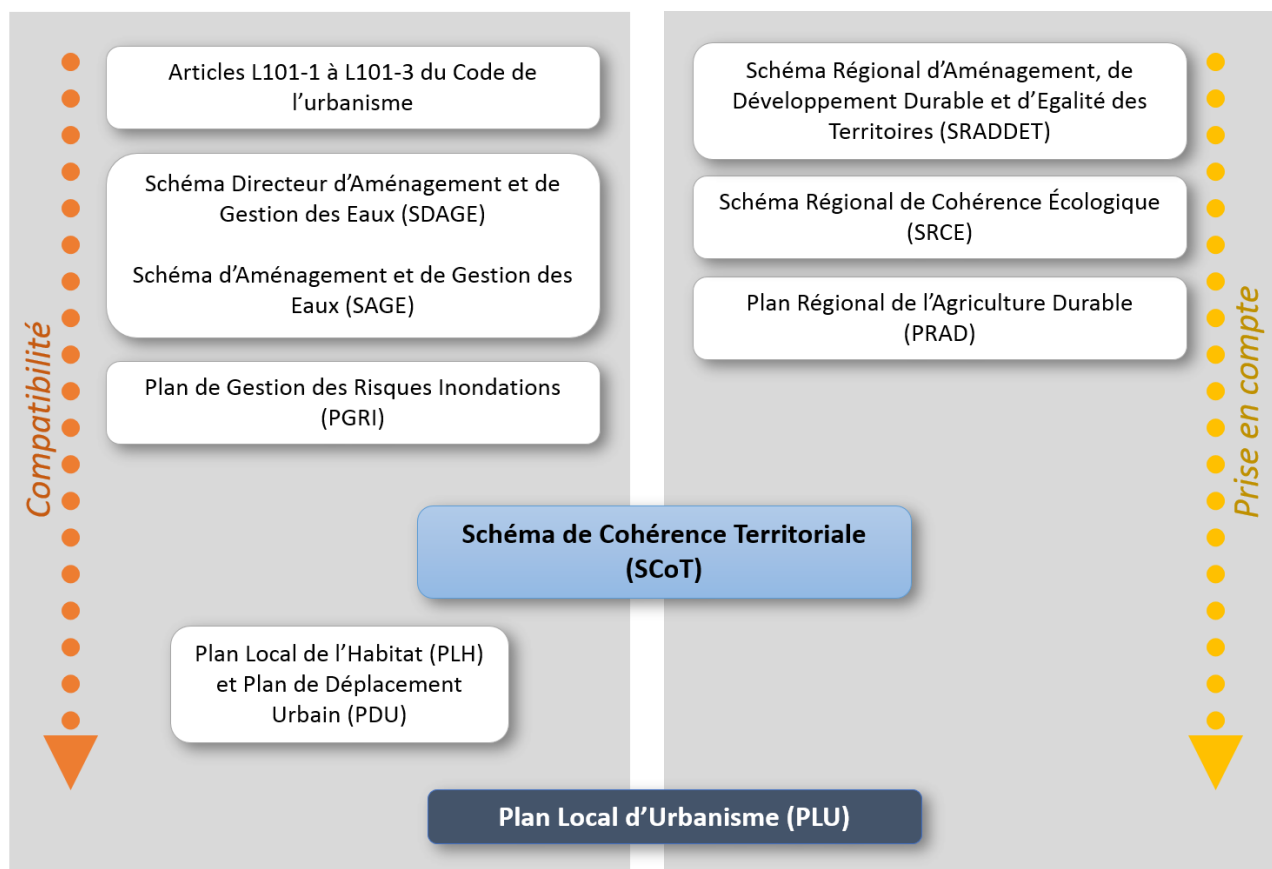
SOMMAIRE

1.	Articulation avec les autres documents	16
1.1.	Le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des eaux du Bassin Rhône-Méditerranée (S.D.A.G.E.)	17
1.2.	Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.)	19
1.3.	Le Schéma de Cohérence écologique (SCoT)	20
1.4.	Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (S.R.A.D.D.T.)	21
1.5.	Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)	22
2.	Analyse des perspectives d'évolution de l'Etat initial de l'environnement	24
2.1.	Secteur de projet et aire d'étude naturaliste	24
2.2.	Analyse de l'existant	24
2.3.	Diagnostic écologique du secteur de projet	27
2.4.	Synthèse des enjeux de biodiversité.....	31
3.	Justifications environnementales du choix retenu et zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du projet.....	33
4.	Incidences de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement	35
4.1.	Evaluation des incidences Natura 2000	35
4.2.	Evaluation des incidences sur les périmètres d'inventaires	36
4.3.	Evaluation des incidences sur la trame verte et bleue	38
5.	Définition des mesures, séquence « Eviter/Réduire/Compenser ».....	39
5.1.	Mesures d'évitement ou de suppression d'impact	39
5.2.	Mesures de réduction d'impact.....	40
5.3.	Evaluation de l'impact résiduel sur la biodiversité	42

1. Articulation avec les autres documents

Au titre de l'évaluation environnementale requise, le rapport de présentation décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 143-16 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme doit être compatible avec les lois et autres documents d'urbanisme, plans et programmes de portée supérieure. C'est pourquoi, sont rappelés, ci-après, les principaux éléments à prendre en compte ou éléments opposables au présent document et exposés sommairement leur portée juridique et leur contenu.



Source : Code de l'Urbanisme, Urba.pro, 2018

1.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des eaux du Bassin Rhône-Méditerranée (S.D.A.G.E.)

Le S.D.A.G.E. des eaux du bassin Rhône-Méditerranée est entré en vigueur le 21 décembre 2015, pour les années 2016 à 2021.

Le SDAGE définit la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état de toutes les eaux : cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales. Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques du bassin Rhône-Méditerranée, il fixe, pour 6 ans, les grandes priorités, appelées "orientations fondamentales", de gestion équilibrée de la ressource en eau.

Un programme de mesures accompagne le SDAGE. Il rassemble les actions par territoire nécessaires pour atteindre le bon état des eaux. Ces documents permettent de respecter les obligations définies par la directive cadre européenne sur l'eau pour atteindre un bon état des eaux.

Ces grands enjeux sont, pour le bassin Rhône-Méditerranée, de :

- s'adapter au changement climatique ; il s'agit de la principale avancée de ce nouveau SDAGE, traduite dans une nouvelle orientation fondamentale ;
- assurer le retour à l'équilibre quantitatif dans 82 bassins versants et masses d'eau souterraine ;
- restaurer la qualité de 269 captages d'eau potable prioritaires pour protéger notre santé ;
- lutter contre l'imperméabilisation des sols : pour chaque m² nouvellement bétonné, 1,5 m² désimperméabilisé ;
- restaurer 300 km de cours d'eau en intégrant la prévention des inondations ;
- compenser la destruction des zones humides à hauteur de 200% de la surface détruite ;
- préserver le littoral méditerranéen.

Les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions ne sont pas opposables aux tiers mais aux décisions administratives dans le domaine de l'eau (police de l'eau et des installations classées par exemple) et aux documents de planification suivants : les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et à défaut les plans locaux d'urbanisme (PLU), les schémas régionaux de carrière et les schémas régionaux d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Principales dispositions du SDAGE concernant l'urbanisme

Disposition / Intitulé	Prise en compte dans la MECDU
Orientation fondamentale 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	
2-01 Elaborer chaque projet en visant la meilleure option environnementale compatible avec les exigences du développement durable	Ces orientations ont été prises en compte au sein du P.L.U. La déclaration de projet est compatible avec le PADD et intègre les enjeux relatifs aux milieux aquatiques environnants.
2-03 Définir des mesures réductrices d'impact ou compensatoires à l'échelle appropriée et visant la préservation du fonctionnement des milieux aquatiques	
2-05 Tenir compte de la disponibilité de la ressource et de son évolution qualitative et quantitative lors de l'évaluation de la compatibilité du SDAGE	Les annexes sanitaires du P.L.U. établissent un diagnostic sur l'état de la ressource et des besoins de la population. Le P.L.U. se base sur ces préconisations et les intègre dans les zones à urbaniser et dans l'accueil de nouvelles populations. La déclaration de projet s'intègre aux objectifs du PADD.
Orientation fondamentale 4 : Renforcer la gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	

4-07 Intégrer les différents enjeux de l'eau dans les projets d'aménagement du territoire	La déclaration de projet prend en compte les enjeux associés au cours d'eau à proximité (enjeu zone humide et biodiversité).
Orientation fondamentale 5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	
Orientation fondamentale 5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	
5A-05 Adapter les conditions de rejet pour préserver les milieux récepteurs particulièrement sensibles aux pollutions	Les nouvelles zones urbanisées seront raccordées au réseau d'assainissement collectif. Le P.L.U. met en place des règles strictes pour chacune des zones afin d'encadrer tout rejet dans le milieu naturel et de limiter ou d'éviter toute pollution. La déclaration de projet s'intègre aux objectifs du PADD. Une attention particulière sera portée aux rejets potentiellement polluants vers le cours d'eau notamment en phase travaux.
Orientation fondamentale 5E : Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	
5E-01 Identifier et caractériser les ressources majeures à préserver pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future	Les annexes sanitaires établissent un diagnostic sur l'état de la ressource et des besoins de la population. Actuellement les captages présents sur le territoire communal bénéficient d'une protection particulière qui s'impose au P.L.U..
5E-03 Mobiliser les outils réglementaires pour protéger les ressources majeures à préserver pour l'alimentation en eau potable actuelle et future	Le P.L.U. comprend dans les annexes les D.U.P. et les périmètres de protection du captage situé sur le territoire de la commune. Les règles à appliquer à l'intérieur des différents périmètres de protection sont annexées à la DUP. Elles constituent des servitudes d'utilité publiques et s'imposent de fait aux règles du P.L.U..
Orientation fondamentale 6 : Préserver et redévelopper les fonctionnalités des bassins et des milieux aquatiques	
Orientation fondamentale 6A : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	
6A-01 Préserver et/ou restaurer l'espace de bon fonctionnement des milieux aquatiques	La déclaration de projet s'intègre dans les dispositions règlementaires de préservation du cours d'eau (Grand Vallat) et de ses abords.
6A-02 Préserver et restaurer les bords de cours d'eau et les boisements alluviaux	
Orientation fondamentale 6B : Prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides	
6B-06 Préserver les zones humides en les prenant en compte à l'amont des projets	La déclaration de projet prend en compte les enjeux associés au cours d'eau à proximité (enjeu zone humide et biodiversité).
Orientation fondamentale 6C : Intégrer la gestion des espaces faunistiques et floristiques dans les politiques de gestion de l'eau	
6C-03 Contribuer à la constitution de la trame verte et bleue	La déclaration de projet prend en compte et intègre l'enjeu de continuité écologique lié au Grand Valat.
Orientation fondamentale 7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	
7-09 Promouvoir une véritable adéquation entre l'aménagement du territoire et la gestion des ressources en eau	L'ouverture de zone à l'urbanisation et l'accueil de populations associées sont liées aux possibilités d'adduction en eau potable. Aussi, le P.L.U. prend en compte les diagnostics réalisés sur l'état de la ressource.
Orientation fondamentale 8 : Gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau	
8-07 Eviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant l'urbanisation en dehors des zones à risque	Dans l'établissement du P.L.U., l'objectif central a été de maintenir en l'état les secteurs non urbanisés situés en zones inondables. La déclaration de projet prend la mesure du risque inondation en évitant strictement l'aléa présent à proximité.

1.2. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.)

La commune de Jonquières-Saint-Vincent est concernée par la SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières.

Lancé en 2003 à l'initiative du Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières rejoint par le Syndicat Mixte du Bassin Versant du Vistre, la définition du périmètre du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et la composition de la Commission Locale de l'Eau (CLE) ont fait l'objet d'une réflexion commune entre les collectivités locales et les services de l'État. L'élaboration du SAGE a alors été confié à ces deux structures porteuses.

Situé dans le département du Gard, le territoire du SAGE couvre 48 communes réparties entre les Garrigues Nîmoises et la Petite Camargue Gardoise.

D'une superficie de 785 km², le territoire est très peuplé. 318 000 habitants vivent essentiellement au Nord du périmètre du SAGE au caractère plutôt urbain (agglomération nîmoise et communes développées le long des axes de communication). Le Sud du territoire, sur lequel se situe le périmètre de la présente déclaration de projet (costières) offrent un paysage plus rural.

a. Les enjeux et objectifs du S.A.G.E. Vistre – Nappes Vistrenque et Costières

Enjeux du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières	Orientations stratégiques du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières
« satisfaction des usages actuels et futurs »	assurer une gestion patrimoniale de la ressource en eau souterraine
« qualité de la ressource et des milieux » - eaux souterraines	restaurer et préserver la qualité des eaux souterraines destinées à l'Alimentation en Eau Potable en développant une approche sectorielle à l'échelle des Aires d'Alimentation des Captages
« qualité de la ressource et des milieux » - eaux superficielles	lutter contre l'eutrophisation et les pollutions toxiques tout en permettant de développer la diversité des habitats naturels
« vulnérabilité face au risque inondation »	Favoriser une gestion intégrée du risque inondation avec la gestion des milieux aquatiques
« gouvernance du territoire »	mettre en place une gouvernance de l'eau efficace sur le territoire

b. La notion de compatibilité du S.A.G.E.

Le règlement et les documents cartographiques du S.A.G.E. sont opposables aux tiers et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau. Les documents d'urbanisme (Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'Urbanisme, Carte Communale) doivent être compatibles avec les objectifs de protection définis par le S.A.G.E.

Dans la mesure où le PLU est compatible avec les orientations du SDAGE telles que précisées en amont, celui-ci est compatible avec le SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières.

De plus, la prise en compte de l'enjeu relatif au cours d'eau situé à proximité du projet (le Grand Valat) dans la définition du périmètre de la présente déclaration de projet assure la préservation de la zone humide et des enjeux de biodiversité associés.

1.3. Le Schéma de Cohérence écologique (SCoT)

La commune de Jonquières-Saint-Vincent est concernée par le SCoT Sud du Gard.

Le SCoT actuel est en cours de révision dont le lancement a été fait par délibération le 23 mai 2013. La compatibilité de la présente procédure doit s'apprécier au regard des différents chapitres du Document d'Orientations Générales du SCoT du Sud Gard approuvé en juin 2007 par le Comité syndical qui s'est fixé des objectifs qui reposent sur trois fondements :

- a/ Organiser la structuration du territoire
- b/ Valoriser les ressources propres au territoire
- c/ Créer des solidarités à l'échelle du Sud Gard et au-delà

Organiser la structuration du territoire

- Développer de façon équilibrée et équitable les pôles urbains sur le territoire
- Appuyer le développement urbain sur les infrastructures de transport et déplacement
- Organiser et promouvoir la ville à courte distance

Le secteur de projet s'inscrit pleinement dans le PADD sur un secteur identifié de développement urbain. Il est en lien avec le projet de déviation RD99 inscrit au schéma général d'orientations du PADD.

Valoriser les ressources propres au territoire

- Conserver notre qualité de cadre de vie en préservant et améliorant les richesses
- Tirer parti des ressources et des potentiels du territoire dans un souci de gestion durable
- Développer de nouvelles filières à partir des ressources et des potentialités du territoire

Le projet de halle de sport s'inscrit dans les orientations du PADD tout en prenant en compte les enjeux écologiques et de biodiversité identifiés lors de la présente évaluation environnementale.

Créer des solidarités à l'échelle du Sud Gard et au-delà

- Offrir le droit au logement à toutes les strates de la population
- Développer la culture des risques naturels
- Favoriser et développer les transversalités territoriales au service d'une destinée commune et de prérogatives conjointes
- Penser le territoire en liaison avec les SCoT limitrophes au sud Gard

Le projet de halle de sport intègre la question du risque inondation avec l'intégration de l'aléa concerné.

Précisons enfin que le PLU de Jonquières Saint Vincent est compatible avec le SCoT et que la présente déclaration de projet s'inscrit pleinement dans le PADD.

1.4. Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (S.R.A.D.D.T.)

a. La définition, les objectifs et la notion de compatibilité du S.R.A.D.D.T.

Il s'agit d'un document définissant les objectifs de la région en matière de :

- Localisation des grands équipements, des infrastructures et des services d'intérêt général ;
- Développement des projets économiques porteurs d'investissements et d'emplois ;
- Développement harmonieux des territoires urbains, périurbains et ruraux ;
- Protection et de mise en valeur de l'environnement, des sites, des paysages et du patrimoine naturel et urbain ;
- Réhabilitation des territoires dégradés ;
- Prise en compte de la dimension interrégionale et transfrontalière.

Le S.R.A.D.D.T. a pour fonction d'être un référentiel régional destiné à influencer l'action des autres collectivités territoriales et un référentiel pour le Conseil Régional destiné à orienter et territorialiser ses propres politiques. Il est utilisé par le Conseil Régional comme un instrument de négociation avec l'État, comme une incitation à l'implantation dans des programmes interrégionaux et comme une préparation à la mise œuvre de grands projets territoriaux. Le schéma régional est élaboré à partir d'enquêtes, d'entretiens et de réunions sur le terrain. L'ensemble des acteurs institutionnels et socio-économiques ont été sollicités. Le S.R.A.D.D.T. est élaboré pour cinq ans par le Conseil Régional sous l'égide de la Préfecture de région.

Sans être opposable aux particuliers, il définit, pour les aménageurs partenaires des régions et de l'État, les principaux objectifs relatifs à une localisation plus cohérente des grands équipements, des infrastructures et des services d'intérêt général, afin que ceux-ci concourent mieux à l'efficacité des services publics. Il doit prendre en compte les « zones en difficulté » et encourager les projets économiques permettant un développement plus harmonieux des territoires urbains, périurbains et ruraux.

b. Le S.R.A.D.D.T. Languedoc-Roussillon

Le S.R.A.D.D.T. a été adopté le 20 octobre 1999 pour servir de référence à la négociation du Contrat État Région 2000-2006. L'assemblée Régionale a décidé de lancer la réalisation du S.R.A.D.D.T. le 25 avril 2006. Celui-ci a été adopté par le Conseil Régional le 25 septembre 2009.

La région Languedoc Roussillon se donne trois paris d'avenir à l'horizon 2030 :

1. Le pari de l'accueil démographique

Le Languedoc-Roussillon doit continuer d'accueillir de nouvelles populations. L'objectif de population est de 500 000 à 800 000 habitants supplémentaires d'ici 2030. Pour cela, la région doit :

- Rester durablement attractive pour les actifs ;
- Construire un modèle d'organisation durable de l'espace pour accueillir dans de meilleures conditions ;
- Promouvoir une répartition spatiale plus équilibrée de la population et de l'emploi.

2. Le pari de la mobilité

Assurer un meilleur accès aux ressources de formation, emploi, culture, loisirs, ...
Favoriser les mobilités physiques et virtuelles (armature ferroviaire fluide, aménagement numérique régional, mobilités de proximité durables).

3. Le pari de l'ouverture

- Tirer parti du dynamisme des régions voisines ;
- Engager de nouvelles coopérations à l'échelle Sud de France ;
- Prendre sa place à l'échelle méditerranéenne avec de nouveaux échanges.

1.5. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Les lois Grenelle 1 et 2 sur l'environnement fixent comme objectif la constitution de cette Trame verte et bleue pour 2012. Elles dotent la France d'orientations nationales, imposent l'élaboration d'un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), et apportent des modifications aux codes de l'environnement et de l'urbanisme pour assurer la prise en compte de la biodiversité et des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme. Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) constitue l'outil régional de la mise en œuvre de la TVB. Il comportera une cartographie au 1/100 000e des continuités écologiques à enjeu régional, opposable aux documents d'urbanisme et un plan d'action. Il est co-piloté par le préfet de région et le président du conseil régional.

En Languedoc-Roussillon, le SRCE a été adopté le 20 novembre 2015 par arrêté du préfet de région, après approbation par le Conseil régional le 23 octobre 2015.

Les collectivités ou groupement compétents en urbanisme ou aménagement du territoire doivent « prendre en compte » le SRCE au moment de l'élaboration ou de la révision de leurs plans et documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme (lorsqu'ils existent) ou des projets d'infrastructures linéaires (routes, canaux, voies ferrées..), en précisant les mesures prévues pour compenser les atteintes aux continuités écologiques que la mise en œuvre de ces documents de planification, projets ou infrastructures linéaires sont susceptibles d'entraîner.

Le plan stratégique du SRCE Languedoc-Roussillon présente plusieurs enjeux déclinés en objectifs, qui sont pris en compte dans le projet d'aménagement et de développement durables de la commune, comme le montre le tableau suivant.

Enjeu	Objectifs	Disposition du P.L.U. et de la DP (valant MECDU)
Enjeu 1 : Intégration des continuités écologiques dans les politiques publiques	Objectif 1 : Décliner le SRCE dans les documents d'orientation stratégiques Objectif 2 : Décliner les orientations du SRCE dans les politiques de protection et de gestion des milieux naturels	Prise en compte des éléments du SRCE dans l'évaluation environnementale de la DP.
Enjeu 2 : Ménager le territoire par l'intégration de la trame verte et bleue dans les décisions d'aménagement	Objectif 1 : Amélioration de l'accès aux données et approfondissement des connaissances Objectif 2 : Sensibilisation des acteurs du territoire Objectif 3 : Aménagement du territoire compatible avec le maintien et la restauration des continuités écologiques	Prise en compte des éléments du SRCE dans l'évaluation environnementale de la DP.
Enjeu 3 : Transparence des infrastructures pour le maintien et la restauration des continuités écologiques	Objectif 1 : Amélioration de l'accès aux données et approfondissement des connaissances Objectif 2 : Restauration et préservation des continuités écologiques Objectif 3 : Prise en compte des continuités écologiques dans la conception de nouvelles infrastructures	Prise en compte des éléments du SRCE dans l'évaluation environnementale de la DP.
Enjeu 4 : Des pratiques agricoles et forestières favorables au bon fonctionnement	Objectif 1 : Encourager les pratiques culturelles favorables aux continuités écologiques Objectif 2 : Soutenir la gestion des coupures de combustible en zone agricole en cohérence avec la TVB Objectif 3 : Intégrer les résultats des recherches sur l'adaptation des pratiques sylvicoles aux changements climatiques	Prise en compte des éléments du SRCE dans l'évaluation environnementale de la DP.
Enjeu 5 Les continuités écologiques des cours d'eau et des milieux humides	Objectif 1 : Amélioration de l'accès aux données et approfondissement des connaissances Objectif 2 : Gestion et préservation des continuités écologiques Objectif 3 : Restauration des continuités écologiques	Prise en compte des éléments du SRCE dans l'évaluation environnementale de la DP.
Enjeu 6 Des milieux littoraux uniques et vulnérables	Objectif 1 : Amélioration de l'accès aux données et approfondissement des connaissances Objectif 2 : Sensibilisation des acteurs du territoire Objectif 3 : Restauration des continuités écologiques Objectif 4 : Gestion et préservation des continuités écologiques	Commune non concernée par les milieux littoraux

2. Analyse des perspectives d'évolution de l'Etat initial de l'environnement

Cette présente partie expose les caractéristiques de la zone concernée par la mise en œuvre de la déclaration de projet.

2.1. Secteur de projet et aire d'étude naturaliste

Le secteur de projet de halle de sport, d'une superficie de 1,45 hectares se situe sur des milieux agrinaires en continuité de la tache urbaine.

Une aire d'étude naturaliste a été définie autour du secteur de projet sur une superficie d'environ 6,5 hectares. Elle se situe au sud-ouest de la tache urbaine, face aux terrains de tennis existants, à proximité du cours d'eau « le Grand Valat », affluent du Gardon.



Figure 1. Aire d'étude naturaliste, Natura

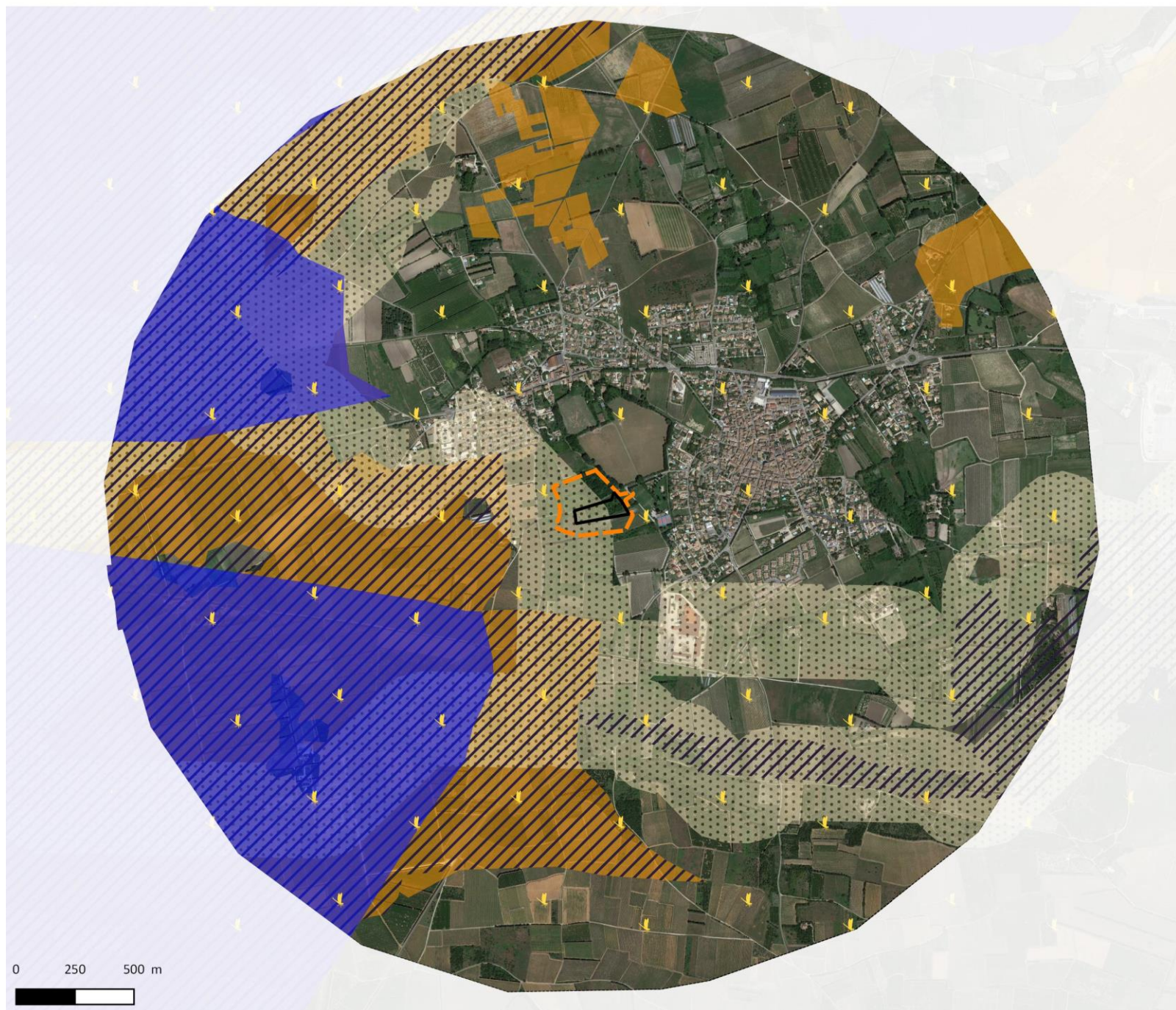
2.2. Analyse de l'existant

Ce chapitre fait état des périmètres d'inventaire, de gestion et de protection situés aux abords de l'aire d'étude immédiate. L'intérêt écologique de ces espaces naturels remarquables est reconnu et ils constituent

une source d'information sur la faune, la flore et les habitats patrimoniaux susceptibles d'être retrouvés sur le site étudié. Les espaces naturels remarquables identifiés sur et à proximité de l'aire d'étude sont décrits dans le tableau ci-après et cartographiés page suivante.

Natura 2000
Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites européens identifiés pour la rareté ou la vulnérabilité des espèces animales et/ou végétales présentes, ou des habitats rencontrés. La mise en place de ce réseau, en application des directives européennes Oiseaux et Habitats, a pour objectif de préserver et de valoriser le patrimoine naturel, en tenant compte des préoccupations économiques et sociales.
Un site Natura 2000 relevant de la Directive Oiseaux est situé à 1,4 km à l'ouest du secteur de projet : la ZPS FR9112015 « Costière nîmoise », d'une superficie de 13 479 ha de territoires principalement agricoles. L'enjeu majeur de ce site est lié à la conservation de l'outarde canepetière.
ZNIEFF
Les ZNIEFF ou Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, sont des sites inventoriés présentant un intérêt écologique par la richesse de leurs écosystèmes ou la présence d'espèces rares et menacées. Deux types de ZNIEFF sont distingués : les ZNIEFF de type I, secteurs de superficie généralement réduite, abritant au moins une espèce ou un habitat caractéristique remarquable ou rare, à forte valeur patrimoniale ; les ZNIEFF de type II, ensembles naturels plus étendus, riches et peu artificialisés, pouvant englober des zones de type I.
Deux ZNIEFF de type I se situent dans un rayon d'un kilomètre autour de l'aire d'étude : la « Plaine de Manduel et Meynes » qui intègre des enjeux liés à l'avifaune des milieux agricoles (outarde canepetière), et à des zones humides ; les « Coteaux de Jonquières-Saint-Vincent » qui intègre des enjeux floristiques et abrite la proserpine.
Espaces Naturels Sensibles
L'inventaire des ENS réalisé en 2007 a permis d'identifier dans le Gard différents espaces à enjeu environnemental, ces zones doivent être prises en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme. Ces espaces peuvent bénéficier d'une protection plus stricte via une acquisition foncière par le département, une communauté de communes ou la commune elle-même. Le droit de préemption assure au conseil général ou aux communes une acquisition prioritaire de certains territoires, qui sont alors appelés « zones de préemption » et sont protégés de tout projet de construction.
Un Espace Naturel Sensible est identifié aux abords de l'aire d'étude : « Costières nîmoises » (30-128) qui se superpose au site Natura 2000 du même nom. Site d'importance pour les oiseaux, représentant un bastion de reproduction significatif pour plusieurs espèces rares et/ou menacées telles que la pie-grièche à poitrine rose, l'outarde canepetière, le rollet d'Europe ou encore l'œdicnème criard.
Plans Nationaux d'Actions PNA
Les Plans Nationaux d'Action constituent un des axes de la politique française en matière de préservation de la biodiversité. Ils complètent les actions préservant des espaces, en se focalisant sur des espèces considérées comme particulièrement menacées. L'Etat finance ces actions, avec l'aide d'autres partenaires comme les Régions ou Départements.
L'aire d'étude et ses abords sont concernés par le PNA Odonates (libellules et demoiselles). Il liste 18 espèces (7 espèces de demoiselles et 11 espèces de libellules).
Trames verte et bleue du SRCE – connectivité écologique
La Trame Verte et Bleue, un des engagements phares du Grenelle de l'Environnement, vise à maintenir et à restituer les continuités écologiques entre les milieux naturels. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique du Languedoc-Roussillon, validé en 2015 identifie différents éléments de continuités écologiques sur la commune. Notons que le SCot Sud Gard, en cours de révision, n'apporte pas d'éléments de TVB plus précis que le SRCE sur le territoire communal. La trame verte comprend les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité, les corridors écologiques et les formations végétales linéaires (haies) ou ponctuelles (arbres, bosquets), permettant de relier les espaces naturels. La trame bleue comprend quant à elle les cours d'eau, les canaux et tout ou partie des zones humides (lacs, mares, fossés) qu'elles soient en eau toute l'année ou partiellement (mares temporaires).
Aux abords de l'aire d'étude, plusieurs éléments de continuités écologiques de la trame verte ont été identifiés : des réservoirs de biodiversité (au niveau de la ZPS, de la ZNIEFF de type 1 et de parcelles de mesures compensatoires de la LGV). Concernant la trame bleue, seul le Grand Valat est identifié comme corridor de trame bleue aux abords de l'aire d'étude.

Espaces naturels remarquables aux abords de l'aire d'étude




Evaluation environnementale
de la déclaration de projet
Projet de halle de sport
Commune de Jonquières-Saint-Vincent (30)

Périmètres de gestion concertée

 ZPS FR9112015
Costière nimoise

Périmètres d'inventaire


 ZNIEFF de type I


 ENS 30-128 Costières nîmoises


Plans Nationaux d'Actions


 PNA Odonates

Continuités écologiques SRCE

 Trame verte
Réservoirs de biodiversité

 Trame verte
Corridors écologiques

 Trame bleue
Corridor aquatique

 Périmètre déclaration de projet

 Aire d'étude naturaliste

Sources:
Aire d'étude : commune de Jonquières-Saint-Vincent
Commune: GEOCOMM
Projection: RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae, avril 2018.

2.3. Diagnostic écologique du secteur de projet

a. Méthodologie

Les relevés ont visé à l'identification de l'ensemble des espèces patrimoniales, qu'elles représentent un enjeu de conservation (rare ou menacée) et/ou un enjeu réglementaire (protection), et qu'elles aient ou non été recensées dans la bibliographie.

Pour faciliter la collecte et la saisie des données sur le terrain, Naturæ est équipé d'outils informatiques embarqués avec GPS intégré (Pocket PC Trimble Juno 3B), l'ensemble des données récoltées sur le terrain est ensuite intégré à une base de données sous SIG.

Parallèlement à l'évaluation des enjeux en termes de biodiversité, un recensement plus complet des différentes espèces présentes sur le secteur d'études a été réalisé.

Taxon	Méthode
<i>Habitats naturels & flore</i>	Relevés floristique et cartographie in situ des habitats naturels et semi-naturels à l'aide d'un terminal GPS Pocket PC Trimble Juno 3B
<i>Avifaune</i>	Points d'écoute et transects
<i>Herpétofaune</i>	Prospections à vue sur les structures et secteurs favorables
<i>Mammalofaune</i>	Observation de traces et indices, observations directes
<i>Entomofaune</i>	Relevés entomologiques et prospection précise ciblant l'agrion de Mercure

Calendrier des prospections réalisées

Date	Groupes visés	Intervenants	Conditions météorologiques	Principaux objectifs des prospections
19/03/2018	Amphibiens	Léo PELLOLI	Temps doux, légère humidité, pas de vent.	Amphibiens reproducteurs
28/03/2018	Oiseaux et reptiles	Léo PELLOLI	Temps ensoleillé, pas de vent.	Passereaux nicheurs précoces et reptiles
28/03/2018	Insectes	Adrien THIERCELIN	Temps ensoleillé, pas de vent.	Relevé entomologique
25/04/2018	Flore/Habitats	Diane BOUCHET	Temps ensoleillé. Pas de vent.	Cartographie des habitats et prospection flore
27/04/2018	Insectes	Adrien THIERCELIN	Temps ensoleillé, pas de vent	Relevé entomologique
21/05/2018	Oiseaux et reptiles	Léo PELLOLI	Temps ensoleillé, assez chaud, léger vent.	Passereaux nicheurs tardifs et reptiles
21/05/2018	Insectes	Adrien THIERCELIN	Temps ensoleillé, assez chaud, léger vent.	Relevé entomologique et prospection précise des zones sensibles de l'agrion de Mercure

b. Résultats

▪ *Habitats naturels et flore*

Le périmètre de projet est en grande partie situé sur une parcelle de vignoble intensif (CB 83.21, EUNIS FB.41). Cette parcelle viticole, où la strate herbacée est soumise à un traitement intensif, présente une flore très pauvre et un intérêt limité pour la faune.

En limite nord du périmètre projet, une zone arbustive à arborée assez dense, présente de nombreux frênes à différents stades de maturité, ainsi que des ormes champêtres, de l'aubépine, de l'épine noire, du bois de sainte Lucie, du cornouiller mâle, de la viorne et des ronces. Cet habitat occupe une grande partie de l'aire

d'étude naturaliste et a été codé comme composite entre fourrés médio-européens sur sols riches (CB 31.81, EUNIS F3.11) et frênaies riveraines méditerranéennes (CB 44.63, EUNIS G1.33).

Cet habitat peut être intéressant pour la faune mais ne présente pas d'intérêt en tant que tel. Une petite zone plus ouverte, au cœur de cet habitat composite de fourrés-frênaie, abrite une petite pelouse à brachypode de Phénicie (CB 34.36, EUNIS E1.2A).

Au sein de l'aire d'étude naturaliste étendue, on retrouve plusieurs autres habitats naturels d'intérêt pour la faune. On note en particulier la présence de formations à graminoides de moyenne-haute taille des bords des eaux (CB 53, EUNIS C3.25), dominées par l'agrostide, le brome à deux étamines, l'orge des rats et l'avoine, et avec la présence notable de grand liseron, de menthe, d'orties et d'iris des marais. Ces formations bordent le ruisseau intermittent du Grand Valat (CB 24.16, EUNIS C2.5). Ces habitats humides (le cours d'eau lui-même et ses abords herbacés) présentent un grand intérêt pour les odonates. Un habitat composite entre frênaie et ormaie (CB 44.62x44.63, EUNIS G1.32xG1.33), présentant quelques tamaris est aussi présent au nord de l'aire d'étude naturaliste et peut présenter un intérêt pour l'avifaune et la mammalofaune.

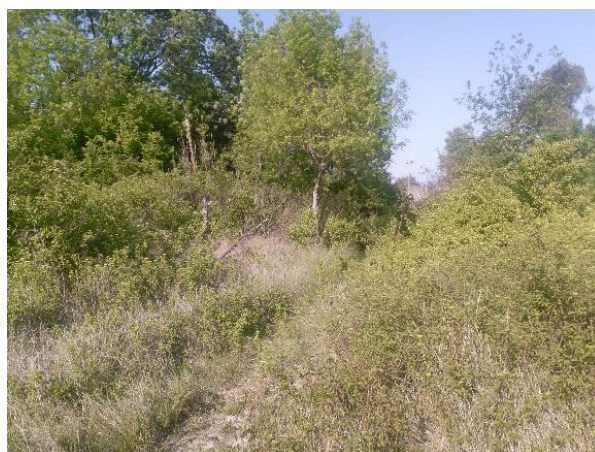
La plupart des autres habitats présents sur l'aire d'étude sont associés à une activité humaine active (jardins domestiques, terrain de tennis, petit boisement ornemental, vignoble traditionnel...) ou passée (friche) et présentent un intérêt écologique faible.

Aucune espèce de flore à enjeu n'a été recensée lors des prospections. Aucun habitat naturel présent sur l'aire d'étude ne présente d'intérêt en soi (i.e. inscrit sur la liste des habitats d'intérêt communautaire de la Directive Habitats).

Vignoble intensif



Pelouse à brachypode de Phénicie au cœur de l'habitat composite fourrés médio-européens x frênaie riveraine méditerranéenne



Ruisseau du Valat et formations à graminoides associées















Vignoble traditionnel devant une frênaie-ormnaie avec quelques tamaris







Habitats naturels et semi-naturels sur le secteur de projet et sur l'aire d'étude naturaliste





Habitats naturels et semi-naturels [Code Corine Biotope/EUNIS]

-  Communautés d'espèces rudérales [87.2 / E5.1]
-  Eaux courantes temporaires [24.16 / C2.5]
-  Formations à *Arundo donax* [53.62 / C3.32]
-  Formations à graminoides de moyenne-haute taille des bords des eaux [53 / C3.25]
-  Friches, jachères ou terres arables récemment abandonnées [87 / I1.5]
-  Jardins ornementaux et domestiques [85.31 / I2.21]
-  Pelouses à *Brachypodium phoenicoides* [34.36 / E1.2A]
-  Sentiers [64 / H5.61]
-  Surfaces pavées et espaces récréatifs [86 / J4.6]
-  Vergers d'arbustes et d'arbres bas [83.22 / FB.31]
-  Vignobles intensifs [83.21 / FB.42]
-  Vignobles traditionnels [83.21 / FB.41]

-  Forêts riveraines méditerranéennes à peupliers x Aulnaies-frênaies ouest-européennes à hautes herbes [44.61x44.3 / G1.31x G1.2132]
-  Fourrés médio-européens sur sols riches x Frênaies riveraines méditerranéennes [31.81x44.63 / F3.11xG1.33]
-  Frênaies riveraines méditerranéennes x Ormaies riveraines méditerranéennes [44.62x44.63 / G1.32xG1.33]
-  Petits bois anthropiques mixtes de feuillus et de conifères [43 / G5.5]

Secteurs

-  Périmètre déclaration de projet
-  Aire d'étude naturaliste

Sources:

Secteur de projet : mairie de Jonquières-Saint-Vincent/ SEGARD
 Aire d'étude : Naturae, 2018
 BD ORTHO® : IGN-F
 Projection: RGF Lambert 93
 Cartographie réalisée par Naturae, juin 2018.



- *Avifaune*

L'avifaune du site est très peu diversifiée, composée d'un pool d'espèces généralistes sans enjeu. Seulement 15 espèces nicheuses ont été recensées, dont 13 sur le périmètre de projet. Aucune n'est à enjeu. Notons tout de même l'utilisation ponctuelle de la vigne au sud du périmètre de projet par la huppe fasciée (1 couple nicheur à proximité de l'aire d'étude) et de la linotte mélodieuse. L'enjeu local de ces deux espèces est faible. Le site ne présente pas d'enjeu notable pour une avifaune à enjeu.

- *Herpetofaune*

La diversité herpétologique du site s'avère faible, représentée par 2 espèces de reptiles ubiquistes (lézard des murailles et lézard vert) et 4 espèces communes d'amphibiens (grenouille « verte » s.l., rainette méridionale, pélodyte ponctué, crapaud commun en déplacement). Aucune espèce à enjeu n'apparaît potentielle.

- *Mammalofaune*

L'aire d'étude ne présente pas de potentialités significatives pour une mammalofaune à enjeu puisque composée d'un boisement frêle et exigu, de vignes et de bordures de boisements. Seules 3 espèces de grands mammifères ont été recensées ; la fouine, l'écureuil roux, et le sanglier. Aucune n'est à enjeu même si l'écureuil roux, détecté hors périmètre de projet est protégé.

- *Entomofaune*

La diversité entomologique présente sur le site est faible, avec 8 espèces de papillons diurne et 5 espèces de d'Odonates inventoriées. Le cours d'eau ainsi que la flore présente (friche, herbes hautes, cannes) dans l'aire d'étude naturaliste sont cependant favorables à l'installation de nombreuses espèces, que ce soit comme zone d'alimentation ou zone de reproduction et ponte. Le secteur abrite l'agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*) et la libellule fauve (*Libellula fulva*), qui sont respectivement à enjeu « Fort » et « Modéré » en région.



L'agrion de Mercure est une espèce listée dans le Plan National d'Action (PNA) en faveur des Odonates dont un périmètre s'étend sur Jonquières-Saint-Vincent. Elle fait également partie des espèces concernées par l'article 3 de l'arrêté national du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire, et de l'annexe II de la Directive Habitats, Faune et Flore (1992). Elle figure au sein de la liste rouge nationale comme espèce menacée et fait partie des espèces déterminantes ZNIEFF. Toutes ces considérations impliquent qu'elle soit évaluée par la DREAL comme à enjeu « Fort » dans la région.



La libellule fauve est quant à elle considérée comme à préoccupation mineure par la liste rouge nationale. Elle fait cependant partie des espèces ZNIEFF à détermination stricte mais présente une responsabilité régionale faible. Ce qui en fait une espèce à enjeu régional « Modéré » pour la région.

2.4. Synthèse des enjeux de biodiversité

Le secteur de projet présente un intérêt globalement faible pour l'avifaune, l'herpétofaune, l'entomofaune, la mammalofaune et la flore. La diversité biologique y est relativement limitée et représentée par des espèces assez communes, souvent ubiquistes. Aucun secteur à enjeu écologique particulier n'a été identifié sur le secteur de projet de Halle de Sport.

Néanmoins, le cours d'eau du Grand Valat, affluent du Gardon, représente un habitat favorable à l'entomofaune et en particulier aux Odonates. Les deux espèces à enjeu relevées sur l'aire d'étude naturaliste, se reproduisent sur la végétation rivulaire et pondent dans le cours d'eau. Le Grand Valat et ses abords immédiats représentent un secteur à fort intérêt écologique dont l'intégrité doit être préservée.




La carte ci-après synthétise les secteurs à enjeu sur l'aire d'étude naturaliste et notamment les zones de reproduction de l'espèce qu'il convient d'éviter de manière stricte.

Synthèse des enjeux de biodiversité






Evaluation environnementale
de la déclaration de projet
Projet de halle de sport
Commune de Jonquières-Saint-Vincent (30)

Enjeux insectes

-  Secteur avéré de reproduction de l'Agrion de Mercure
-  Secteur potentiel de reproduction de l'Agrion de Mercure
-  Secteur de reproduction de la libellule fauve

Zone d'étude

-  Périmètre déclaration de projet
-  Aire d'étude naturaliste
-  Le Grand Valat

Sources:
Secteur de projet : mairie de Jonquières-Saint-Vincent/
SEGARD
Aire d'étude et enjeux de biodiversité : Natura2000, 2018
Commune : GEOCOMM
Projection: RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Natura2000, avril 2018.

3. Justifications environnementales du choix retenu et zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du projet

Le périmètre de la présente déclaration de projet fait partie d'un secteur identifié comme secteur de développement urbain au PLU de la commune de Jonquières-Saint-Vincent.

Comme précisé en partie 1 de ce document (chapitre « Intérêt général du projet ») le choix de la collectivité se justifie par la proximité aux équipements sportifs existants (terrains de tennis) et à la future déviation de Bellegarde. Le secteur de projet figure en continuité de la tache urbaine existante sur un secteur de développement urbain dédié à l'accueil d'équipements publics.

La présente étude environnementale a néanmoins mis en exergue des enjeux de biodiversité forts au niveau du Grand Valat, cours d'eau bordant le périmètre de projet sur sa partie est.

En effet, le cours d'eau, sur ses parties les plus végétalisées, abrite l'agrion de Mercure, une libellule protégée en France et considérée à enjeu en Europe (article 3 de l'arrêté national du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et annexe II de la Directive Habitats, Faune et Flore adoptée en 1992). La présence de la libellule fauve sur le même cours d'eau est relevée.



Végétation du Grand Valat abritant l'agrion de Mercure en reproduction

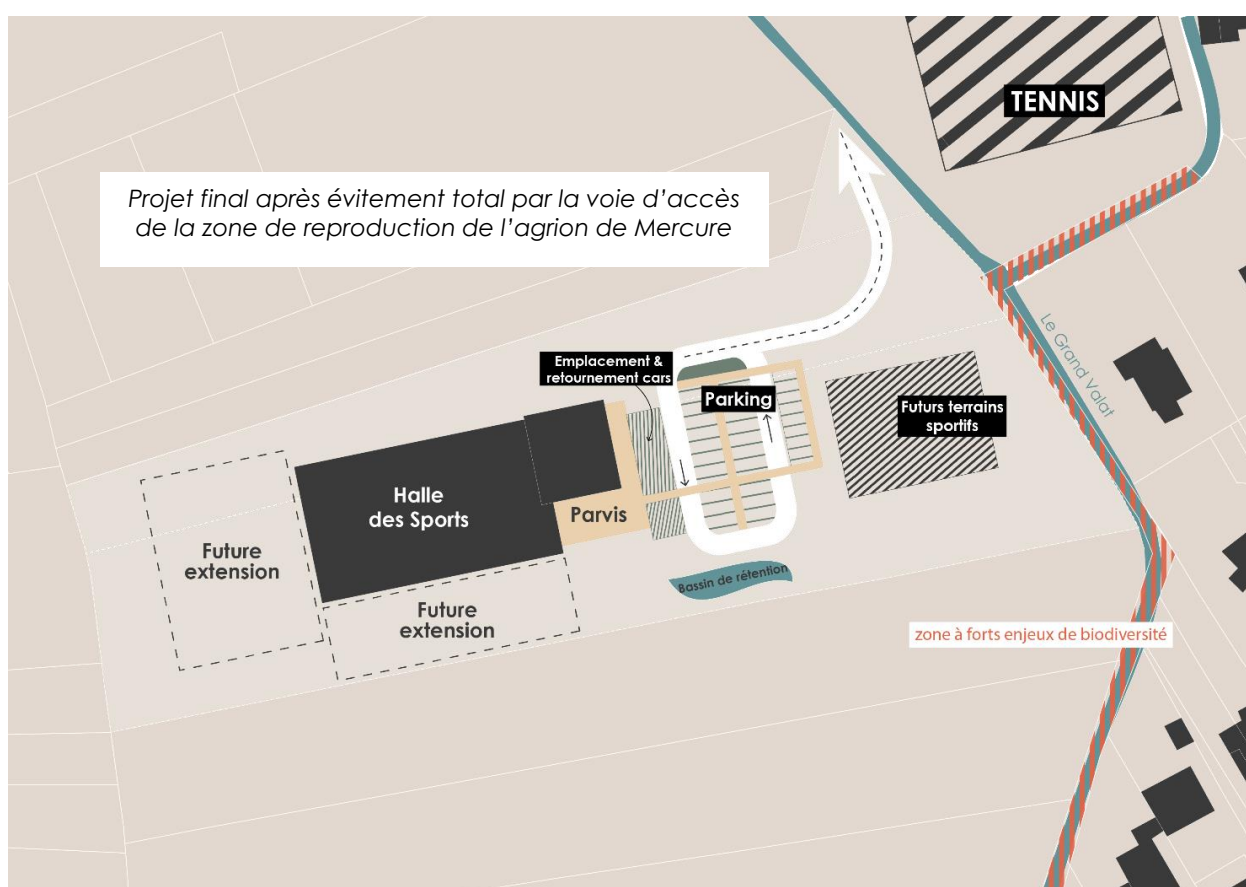
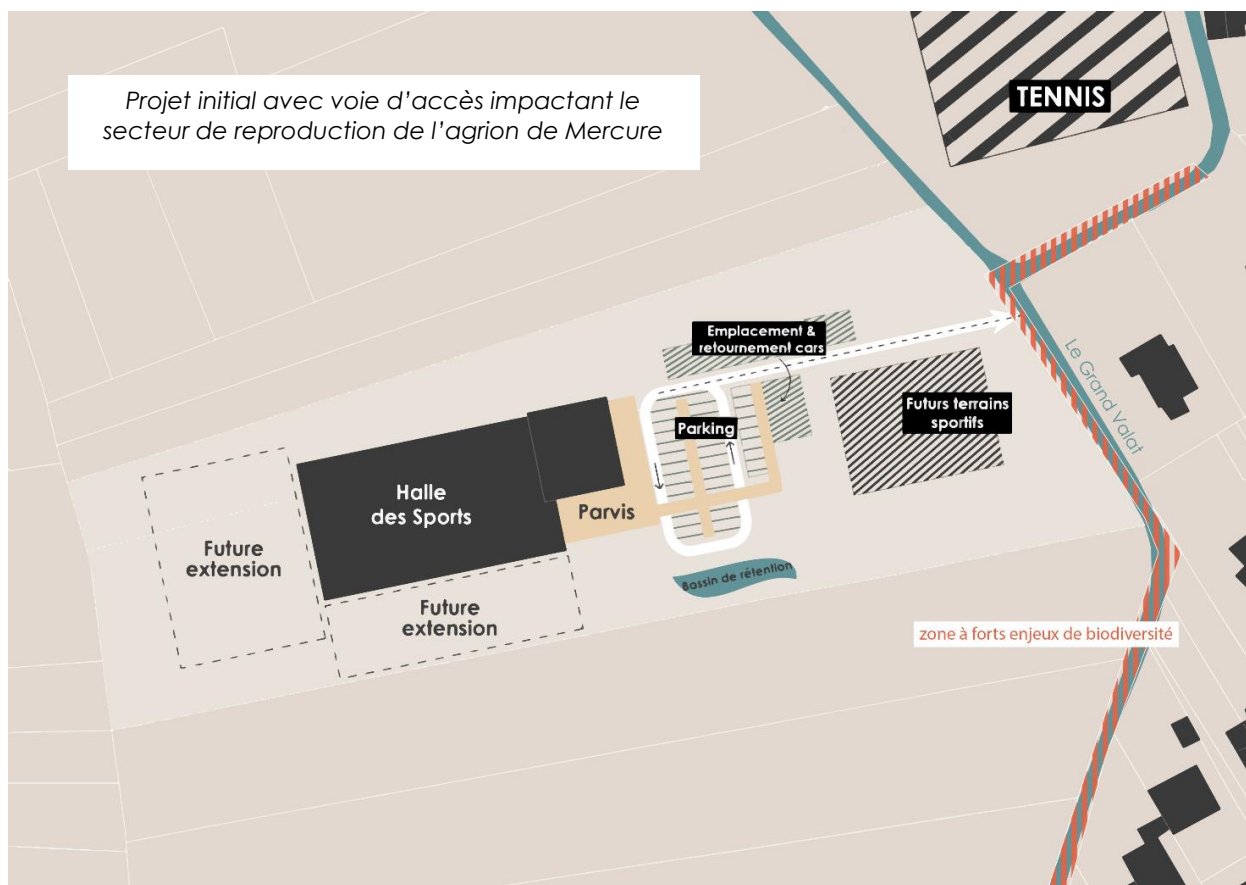


Tandem de demoiselles attestant de leur reproduction sur site

La procédure d'évaluation environnementale, démarche itérative à la définition du projet, a permis de faire évoluer le périmètre de projet et notamment le secteur dédié à l'accès à la future halle de sport.

Comme en témoigne les cartes ci-dessous, le premier projet envisagé impactait les abords du Grand Valat avec un accès au droit de la future halle de sport.

À la suite d'un travail de concertation avec la maîtrise d'ouvrage et l'équipe en charge du projet, la zone d'évitement a été intégrée au projet pour aboutir *in fine* à un périmètre d'accès plus au nord, à l'écart du secteur à enjeu.



4. Incidences de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement

4.1. Evaluation des incidences Natura 2000

Le périmètre de la présente déclaration de projet est situé à moins d'un kilomètre du site relevant de la Directive Oiseaux « ZPS FR9112015 Costière nîmoise ».

La ZPS Costières Nîmoises, relevant de la Directive 79/409/CEE, dite Directive Oiseaux a été désignée en tant que telle le 06/04/2006. Elle s'étend sur plus de 13 000 ha au cœur du sud du Gard. La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole en est l'opérateur et la rédaction du Document d'Objectifs a été confiée au groupement Chambre d'Agriculture du Gard, Centre Ornithologique du Gard et Conservatoire des Espaces Naturels. Le document a été publié en septembre 2011.

La biodiversité présente sur la ZPS est de 3 types :

- une inféodée aux milieux agricoles (outarde canepetière et œdicnème criard notamment)
- une autre liée aux boisements relictuels (îlots boisés de garrigues, bois de pins pignons)
- une dernière liée aux zones humides.

L'avifaune de la ZPS est particulièrement remarquable par sa diversité et la rareté des espèces (outarde canepetière, œdicnème criard, alouette calandre etc.).

Le tableau suivant détaille les espèces d'intérêt communautaire recensées sur le site et retenues dans le Formulaire Standard de Données défini en 2006 lors de la désignation du site et réactualisé en 2011 lors de la finalisation du DocOb. Il présente l'incidence potentielle du projet sur les espèces concernées.

Au vu de la nature du projet, sa zone d'influence s'avère minime. 500m sont considérés autour de l'emprise du projet.

Nom	Statut sur le site Natura 2000	Effectifs sur le site Natura 2000 (données 2010)	Présence sur la zone d'influence du projet	Présence sur la zone de projet	Risque de détérioration ou de destruction de l'habitat d'espèce
Bihoreau gris	Reproduction	0-5 couples	Non	Non	Non
Milan noir	Reproduction	0-5 couples	En chasse uniquement	En chasse uniquement	Non
Circaète Jean-le-Blanc	Reproduction	3-5 couples 5-25 migrateurs en stationnement	Potentielle en chasse	Potentielle en chasse	Non
Busard cendré	Reproduction	5-6	Non	Non	Non
Outarde canepetière	Reproduction Hivernage	630-660 mâles chanteurs en 2010	Non	Non	Non
Oedicnème criard	Reproduction	180-225 couples en 2010	Non	Non	Non
Grand-duc d'Europe	Reproduction	2-5 couples en 2010	Non	Non	Non
Engoulevent d'Europe	Reproduction	2-5 couples	Non	Non	Non
Rollier d'Europe	Reproduction	20-40 couples	Non	Non	Non
Alouette calandre	Reproduction	3-5 couples	Non	Non	Non
Alouette calandrelle	Reproduction	3-5 couples	Non	Non	Non
Alouette lulu	Reproduction Hivernage	300-600 couples estimés	Oui	Non	Non
Fauvette pitchou	Reproduction	425-975	Non	Non	Non

Pipit rousseline	Reproduction	0-10 couples	Non	Non	Non
Bruant ortolan	Reproduction	0-5 couples	Non	Non	Non

Aucune espèce à enjeu n'est présente sur le secteur de projet. Seul le milan noir y a été observé en recherche alimentaire. Le circaète Jean-le-Blanc y est potentiel en chasse, bien que faiblement, et l'alouette lulu, nicheuse en bordure extérieure de la zone de projet pourrait y être observée en alimentation. Les milieux ne s'avèrent toutefois pas réellement intéressants pour ces espèces.

Les habitats naturels du périmètre de projet et ses bordures directes ne présentent pas d'intérêt pour les espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZPS FR9112015 « Costières nîmoises ». Le projet ne présente donc pas d'incidences sur les espèces d'oiseaux patrimoniales mentionnées.

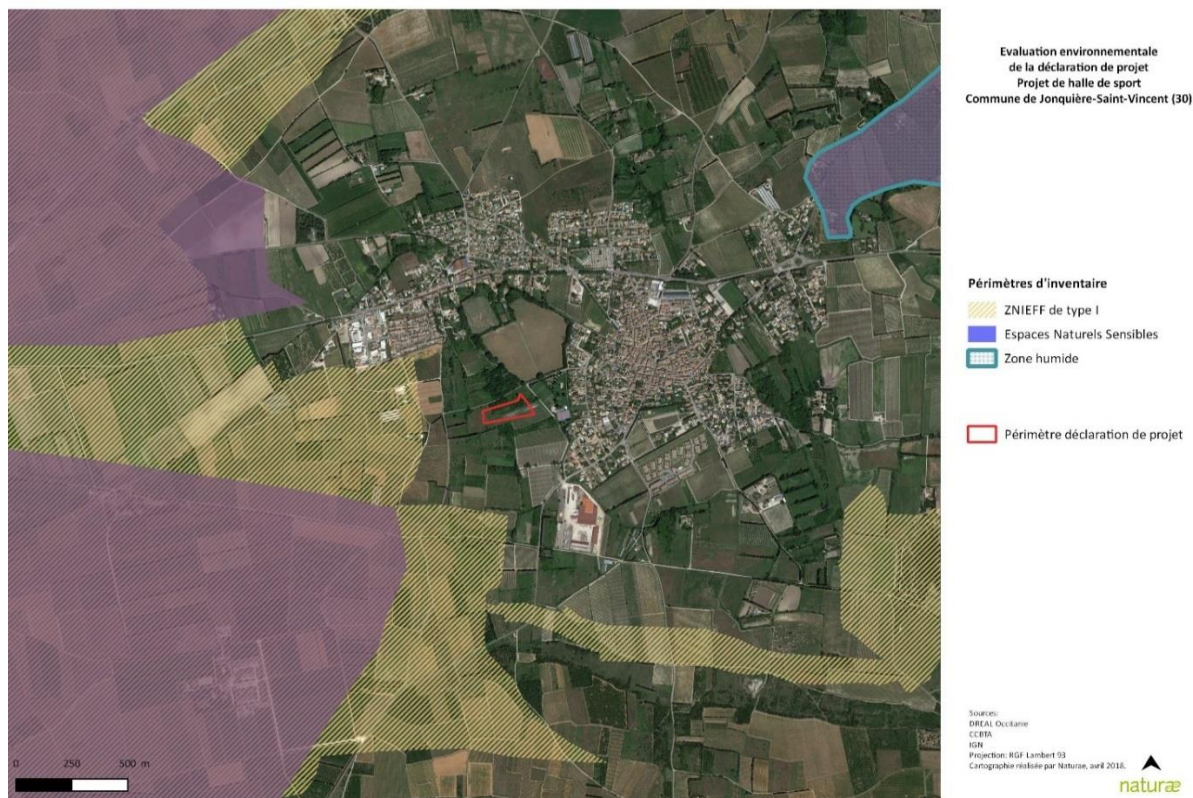
4.2. Evaluation des incidences sur les périmètres d'inventaires

Comme en témoigne la carte ci-dessous, le secteur de projet se situe à l'écart de tout périmètre d'inventaires ZNIEFF, ENS et zones humides. Le périmètre ZNIEFF le plus proche du projet « Plaine de Manduel et Meynes » est justifié par la présence d'enjeux liés à l'avifaune des milieux agricoles (outarde canepetière notamment) et à des zones humides.

Rappelons que le secteur de projet n'abrite pas d'habitats potentiels à outarde comme précisé dans l'évaluation des incidences Natura 2000 ci-avant. Le périmètre de zone humide identifié dans l'inventaires départemental du Gard au niveau de l'étang asséché de la Palud au nord-est, ne présente aucun lien fonctionnel avec le secteur de projet.

Le projet ne présente donc pas d'incidences sur les périmètres d'inventaires environnants et les espèces associées.

Incidences du projet sur les périmètres d'inventaires



4.3. Evaluation des incidences sur la trame verte et bleue

Le secteur de projet n'est concerné par aucun réservoir de biodiversité identifié au SRCE. Ces derniers correspondant globalement aux espaces naturels remarquables précités (Natura 2000, ZNIEFF) et ne sont pas impactés par le futur projet de halle de sports.

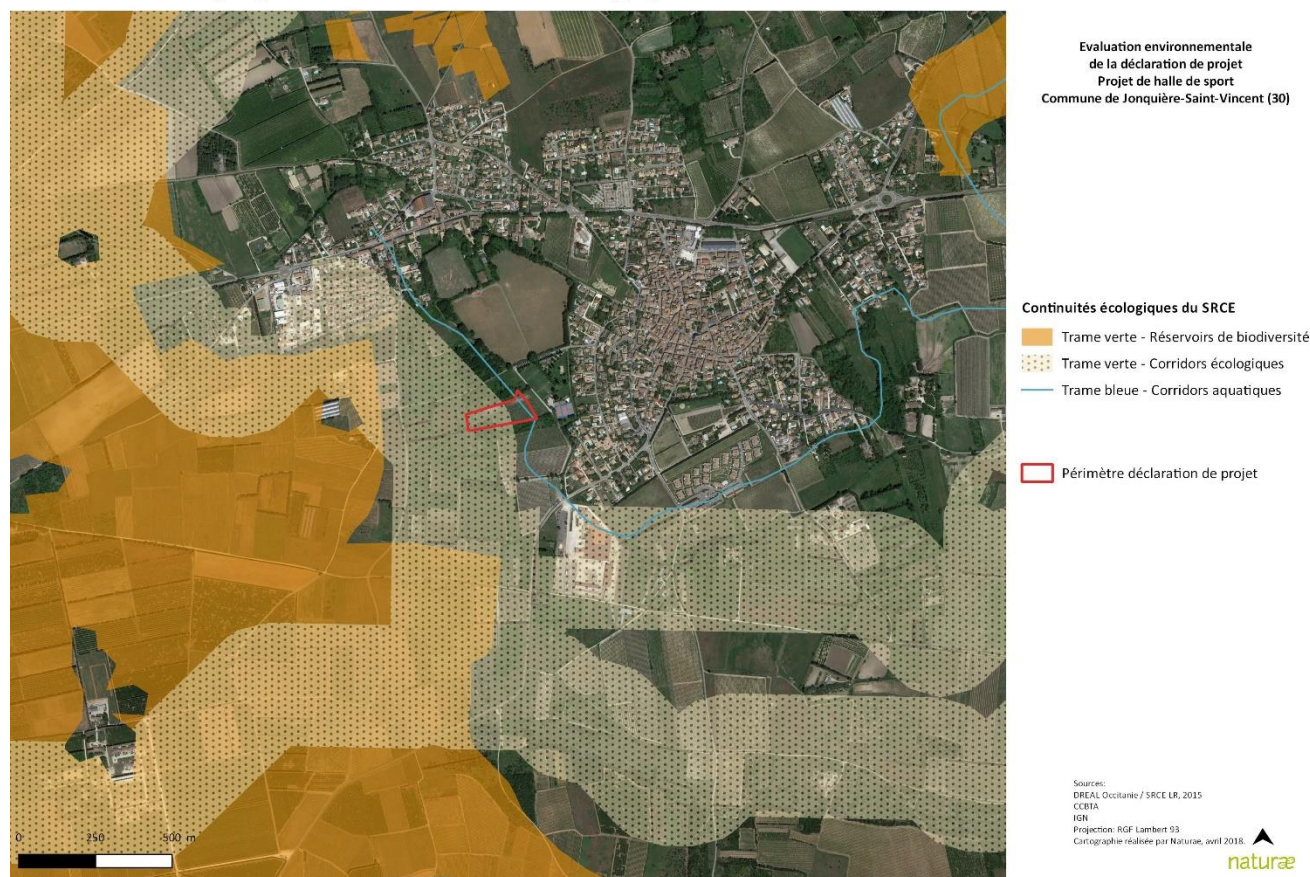
Le Grand Valat, identifié en trame bleue du SRCE comme corridor aquatique, est une zone à enjeu écologique susceptible d'être impactée par le projet. Une attention particulière a été portée à cet enjeu afin d'éviter tout impact sur la continuité de trame bleue qu'il représente et les enjeux de biodiversité qu'il accueille. (Cf. mesure d'évitement).

Un corridor de milieux forestiers est identifié sur la moitié Est du secteur de projet. Précisons que les limites d'un corridor écologique défini à l'échelle de la région manquent de précisions lorsque l'échelle de travail est celle du projet. De plus, les habitats naturels concernés ne sont pas forestiers sur ce territoire mais plutôt semi-ouverts et agricoles. La pertinence et la fonctionnalité de ce corridor localement doit être nuancée.

L'enjeu de fonctionnalité écologique de ce secteur est plutôt lié au maintien des continuités de milieux agricoles utilisés par le cortège d'oiseaux des agrosystèmes ayant justifié notamment désignation de la ZPS « Costière nîmoise » (outarde canepetière, œdicnème criard etc.). Ici, la continuité de la plaine agricole environnante reliant les différents sites de la ZPS Costière nîmoise entre eux est préservée.

Le secteur de projet étant de plus situé en continuité avec la tache urbaine, l'incidence du projet sur les éléments de continuité écologique est jugée faible.

Incidences du projet sur les continuités écologiques



5. Définition des mesures, séquence « Eviter/Réduire/Compenser »

5.1. Mesures d'évitement ou de suppression d'impact

ME 01 Evitement du secteur de reproduction de l'agrion de Mercure dans le Grand Valat	
OBJECTIF	Préserver l'habitat des odonates au niveau du Grand Valat
GROUPES BIOLOGIQUES CONCERNES	Espèces concernées : agrion de Mercure et libellule fauve.
IMPACT(S) CONCERNE(S)	Perturbation forte du secteur de reproduction de l'agrion de Mercure
DESCRIPTION	<p>Le secteur de reproduction des odonates protégés au niveau du Grand Valat doit être évité.</p> <p>L'accès à la future halle de sport se fera plus au nord afin d'éviter strictement tout impact sur le cours d'eau, sa végétation et la biodiversité patrimoniale associée.</p> <p>Le plan masse du projet a intégré cette modification comme présenté ci-dessous</p>
ILLUSTRATION	<p>Mesure d'évitement des enjeux de biodiversité</p> <p>Evaluation environnementale de la déclaration de projet Projet de halle de sport Commune de Jonquières-Saint-Vincent (30)</p> <p>Evitement du secteur de reproduction de l'agrion de Mercure</p> <p>Evitement du secteur de reproduction de la libellule fauve</p> <p>Sources: BRICAL Occitanie / SRCE LR, 2015. CERVA RSE Projet de halle de sport Cartographie réalisée par Naturo, mai 2018.</p> <p>naturæ</p>

5.2. Mesures de réduction d'impact

MR 01 Adaptation du calendrier des travaux	
OBJECTIF	Afin de limiter les risques de destruction d'individus des différents compartiments biologiques, et notamment des demoiselles et libellules fréquentant le secteur de projet, Naturæ préconise d'adapter le calendrier des travaux en fonction des périodes de sensibilité des espèces protégées présentes.
GROUPE BIOLOGIQUES CONCERNES	Espèces concernées : agrion de Mercure et libellule fauve.
IMPACT(S) CONCERNE(S)	Destruction d'individus d'espèces protégées
DESCRIPTION	<p>Concernant l'agrion de Mercure, la période des travaux est préconisée lorsque les populations ne se retrouvent que sous forme de larves, entre début décembre et la première moitié du mois de mars.</p> <p>Si les travaux ont lieu en plusieurs phases durant plusieurs années, les travaux de débroussaillage, d'abattage d'arbres, d'arasement des milieux naturels et de terrassement devront suivre ce calendrier pour chaque phase.</p> <p>La maîtrise d'ouvrage s'engage à suivre ce planning de travaux.</p>

MR 02 Gestion du Grand Valat par une fauche raisonnée	
OBJECTIF	Une fois les travaux terminés, une attention devra être portée sur la fauche de la végétation pratiquée, qui devra être raisonnée et adaptée à l'espèce. Elle devra être réalisée entre décembre et fin février.
GROUPE BIOLOGIQUES CONCERNES	Espèces concernées : agrion de Mercure et libellule fauve.
IMPACT(S) CONCERNE(S)	Destruction d'individus d'espèces protégées par la fauche de son habitat
DESCRIPTION	<p>La fauche et l'entretien de la végétation du cours d'eau et de ses abords devront impérativement être réalisés entre décembre et fin février.</p> <p>La maîtrise d'ouvrage s'engage à suivre ce planning de gestion du cours d'eau.</p>

MR 03	
Balisage et suivi de chantier par un expert écologue	
OBJECTIF	L'objectif est d'accompagner l'aménageur afin de se prémunir d'impacts sur les milieux naturels et les espèces protégées lors des travaux et de garantir le respect de la réglementation environnementale.
GROUPE(S) BIOLOGIQUES CONCERNES	<u>Espèces concernées</u> : Biodiversité en général
IMPACT(S) CONCERNE(S)	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction directe d'habitats naturels - Risque de destruction directe d'individus d'espèces faunistiques protégées (agrion de Mercure et libellule fauve en premier lieu)
DESCRIPTION	<p>L'objectif de cette mesure est d'accompagner le maître d'ouvrage du projet afin de se prémunir d'impacts sur la biodiversité en phase de chantier.</p> <p>L'accompagnement écologique intervient en différentes étapes. Il s'agira pour l'expert écologue en charge du suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'analyser en amont le Plan Assurance de l'Environnement (PAE) produit par l'entreprise titulaire ; - de préparer le chantier par la mise en défens de la zone de reproduction des 2 espèces d'odonates associée à une zone tampon; - de sensibiliser et informer le personnel de chantier aux enjeux écologiques de l'emprise travaux et de leur transmettre les consignes liées au respect des mises en défens et à la destruction des milieux naturels en amont du démarrage des travaux ; - de porter une attention particulière à la gestion environnementale du chantier et des pollutions potentielles associées (notamment en direction du Grand Valat) ; - de suivre le chantier de façon régulière en phase arasement afin de s'assurer que les prescriptions du présent dossier sont bien respectées. <p>Une note de sensibilisation sera transmise aux équipes de travaux avant commencement le démarrage des travaux. Chaque passage de l'expert écologue sur site fera l'objet d'une note de synthèse transmise à la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et les services de l'Etat compétents en matière de biodiversité, en charge du dossier.</p> <p>Cette mesure doit se poursuivre jusqu'à réception des travaux, où l'expert écologue doit impérativement être présent pour rédiger un bilan post-travaux.</p> <p>Une journée de balisage et mise en défens des espaces à enjeux sera réalisée par l'expert écologue en amont des travaux.</p>

5.3. Evaluation de l'impact résiduel sur la biodiversité

La présente évaluation environnementale de déclaration de projet a mis en avant des enjeux forts de biodiversité au niveau du Grand Valat avec la présence d'une population d'agrion de Mercure inféodée au cours d'eau et à sa végétation rivulaire.

L'impact brut du projet sur la biodiversité a été jugé fort car il intégrait initialement la création d'un accès à la future halle de sport venant s'insérer à proximité immédiate des zones de reproduction de l'agrion de Mercure.

La mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction permettra de réduire l'incidence du projet sur le cours d'eau et les 2 espèces protégées associées.

Si l'ensemble des préconisations d'évitement et de réduction d'impact sont suivies par la maîtrise d'ouvrage, l'ensemble du projet ne présentera pas d'incidence résiduelle notable sur la faune, la flore et les habitats naturels. Dès lors, aucune mesure compensatoire ne sera nécessaire.



DEPARTEMENT DU GARD

JONQUIERES-SAINT-VINCENT

Hôtel de Ville – 1 Place de la Mairie – 30300 Jonquières-Saint-Vincent

DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE

PIECE N°2



2.1 Rapport de présentation intégrant l'évaluation environnementale

Document de travail
7 juin 2018

urba.pro
URBANISME & PROJETS

SOMMAIRE

1. Présentation du projet.....	45
1.1. Contexte territorial de l'opération.....	45
1.2. Choix d'implantation du projet.....	46
1.3. Contraintes réglementaires : PPRI et PLU	47
1.4. Caractéristiques architecturales et paysagères du projet	48
2. Etat initial de l'environnement	50
2.1. Secteur de projet et aire d'étude naturaliste	50
2.2. Analyse de l'existant	50
2.3. Diagnostic écologique du secteur de projet	53
2.4. Synthèse des enjeux de biodiversité.....	57
3. Motivations des changements apportés au documents d'urbanisme	59
4. Présentation des changements apportés au Plan Local d'Urbanisme de Jonquières-Saint-Vincent	
59	
4.1. Le règlement graphique.....	60
4.2. Le tableau des surfaces du zonage du PLU	69
4.3. Le règlement écrit.....	71
4.4. Les orientations d'aménagement et programmation.....	72
4.5. Evaluation des incidences sur l'environnement	75
4.6. Définition des mesures, séquence « Eviter/Réduire/Compenser »	79

1. Présentation du projet

Les éléments présentés ci-dessous sont en partie issus du mémoire technique de la Halle des sports.

1.1. Contexte territorial de l'opération

La commune de Jonquières-Saint-Vincent, située dans le département du Gard en région Occitanie, compte environ 3 650 habitants, avec une évolution stable sur les dernières décennies, et une densité de population de l'ordre de 170 habitants/km².

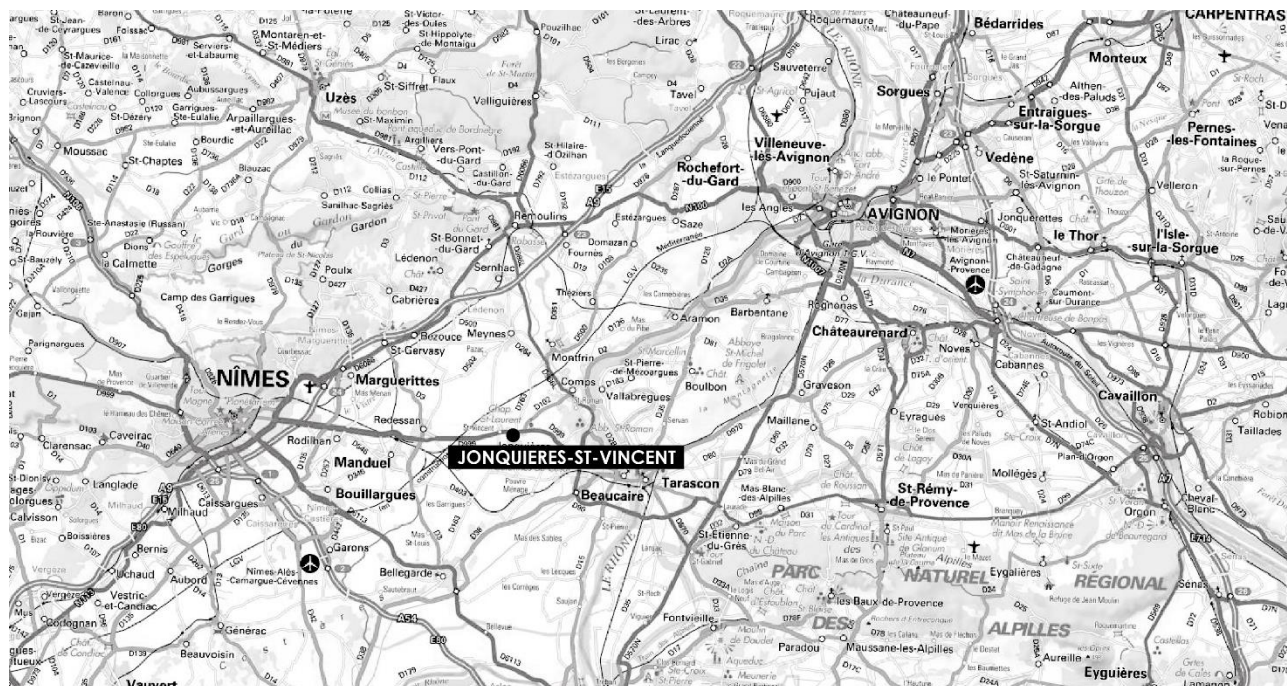


Figure 1. Localisation de la commune de Jonquières-Saint-Vincent au sein du territoire

Intégrée à l'agglomération beaucairoise, la commune se trouve dans l'aire d'influence de la ville de Nîmes, lui conférant un positionnement entre ruralité et urbanité.

La Communauté de Communes de Beaucaire Terres d'Argence se compose de 5 communes à savoir Beaucaire, Bellegarde, Fourques, Jonquières-Saint-Vincent et Vallabrègues, pour une population totale de près de 30 500 habitants.

Le territoire contrasté de Jonquières-Saint-Vincent est marqué par la présence de petits ensembles urbains et d'importantes surfaces naturelles et surtout agricoles. Ces spécificités devront avoir un écho dans la conception et la réalisation du futur équipement.

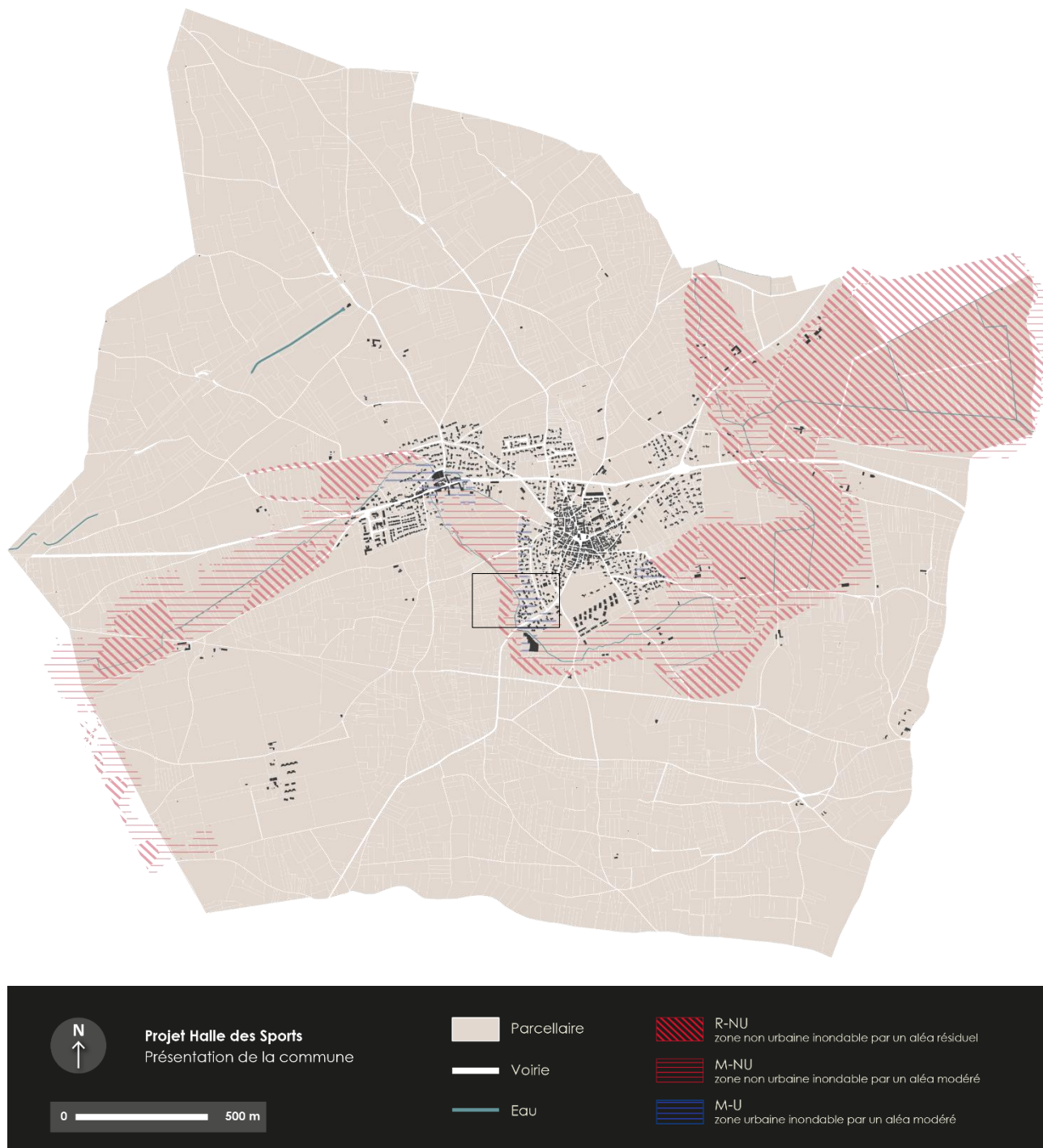


Figure 2. Morphologie de la commune de Jonquières-Saint-Vincent (échelle 1/30 000)

1.2. Choix d'implantation du projet

Le site choisi pour l'implantation de la Halle des sports est en bordure de l'urbanisation du village, en lisière de Jonquières-Saint-Vincent et à la jonction entre territoire rural et territoire urbain. Selon le PADD, c'est une zone vouée à une mutation urbaine, et notamment en lien avec la future déviation au sud du village depuis la RD 163.

Ce secteur accueillera des équipements publics, comme un groupe scolaire et de nouveaux aménagement sportifs. Le premier jalon de ce développement est la construction du gymnase. Dans un second temps, une école sera réalisée au nord du gymnase.

La maîtrise foncière des parcelles concernées par l'implantation du projet est assurée par la commune de Jonquières-Saint-Vincent. Le projet se situe sur les parcelles AS 149, 150, et sur une partie des parcelles 151 et 152.

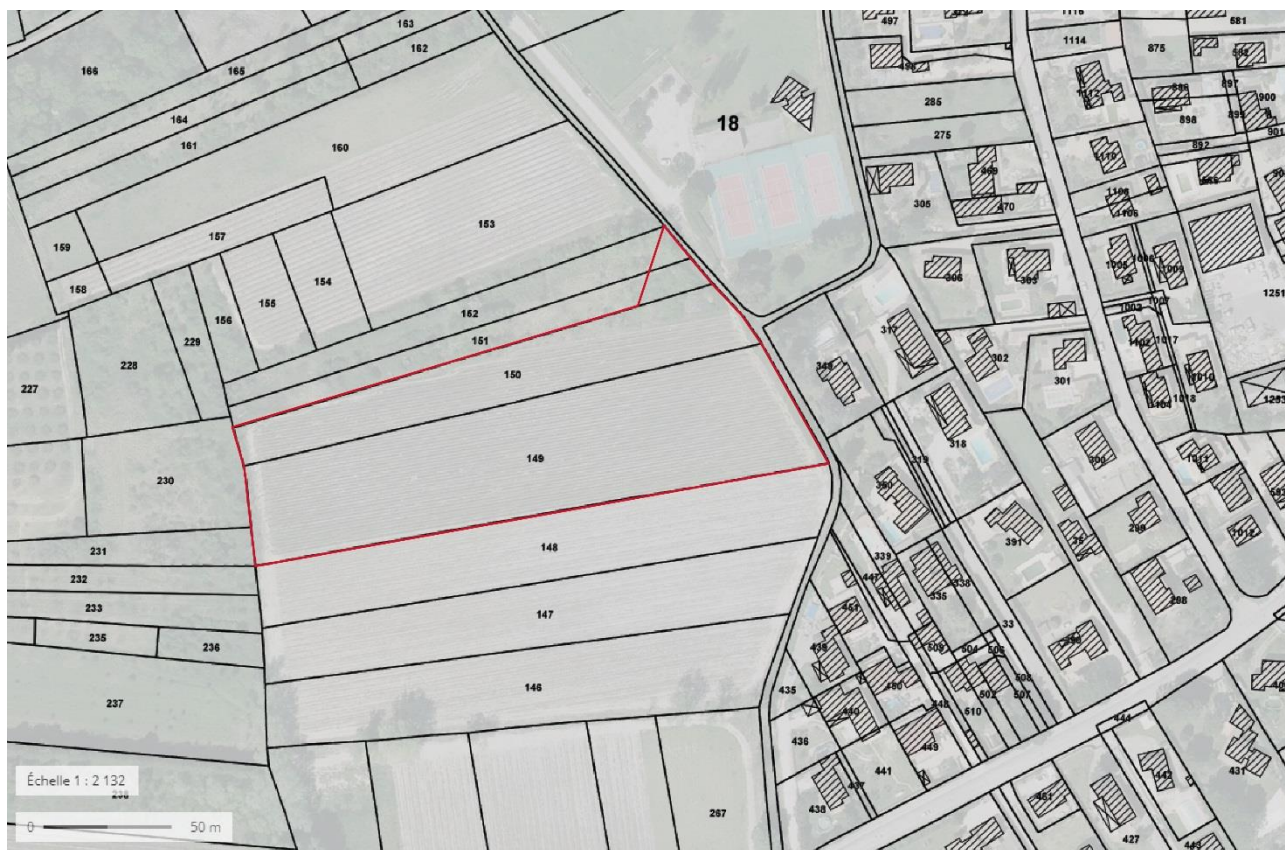


Figure 3. Parcellaire nécessaire à la réalisation du projet de Halle des Sports (échelle 1/2 132)

1.3. Contraintes réglementaires : PPRI et PLU

Les deux parcelles sont impactées par le PPRI de Jonquières-Saint-Vincent sur leur flan est, ainsi que par la ligne aérienne de transport d'électricité. L'enjeu du projet est de donner du sens à cette construction, sans qu'elle paraisse créée ex-nihilo.

Concernant le PPRI : les parcelles sont impactées par le règlement du PPRI du Bassin Versant Aval du Gardon. Elles sont à cheval entre le zonage M-NU, R-NU, et une zone non inondable.

Sont admis en zone R-Nu : *les travaux d'aménagements sportifs et d'équipements légers d'animation et de loisirs de plein air ouverts au public sans création de remblais sont admis, sous réserve qu'ils ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des crues. Est également autorisée la création de surfaces de plancher pour des locaux non habités et strictement nécessaires à ces activités sportives, d'animation et de loisirs tels que sanitaires, vestiaires, locaux à matériels, dans la limite de 100m² d'emprise au sol et sous réserve que la surface des planchers soit calée à la cote TN+30cm.*

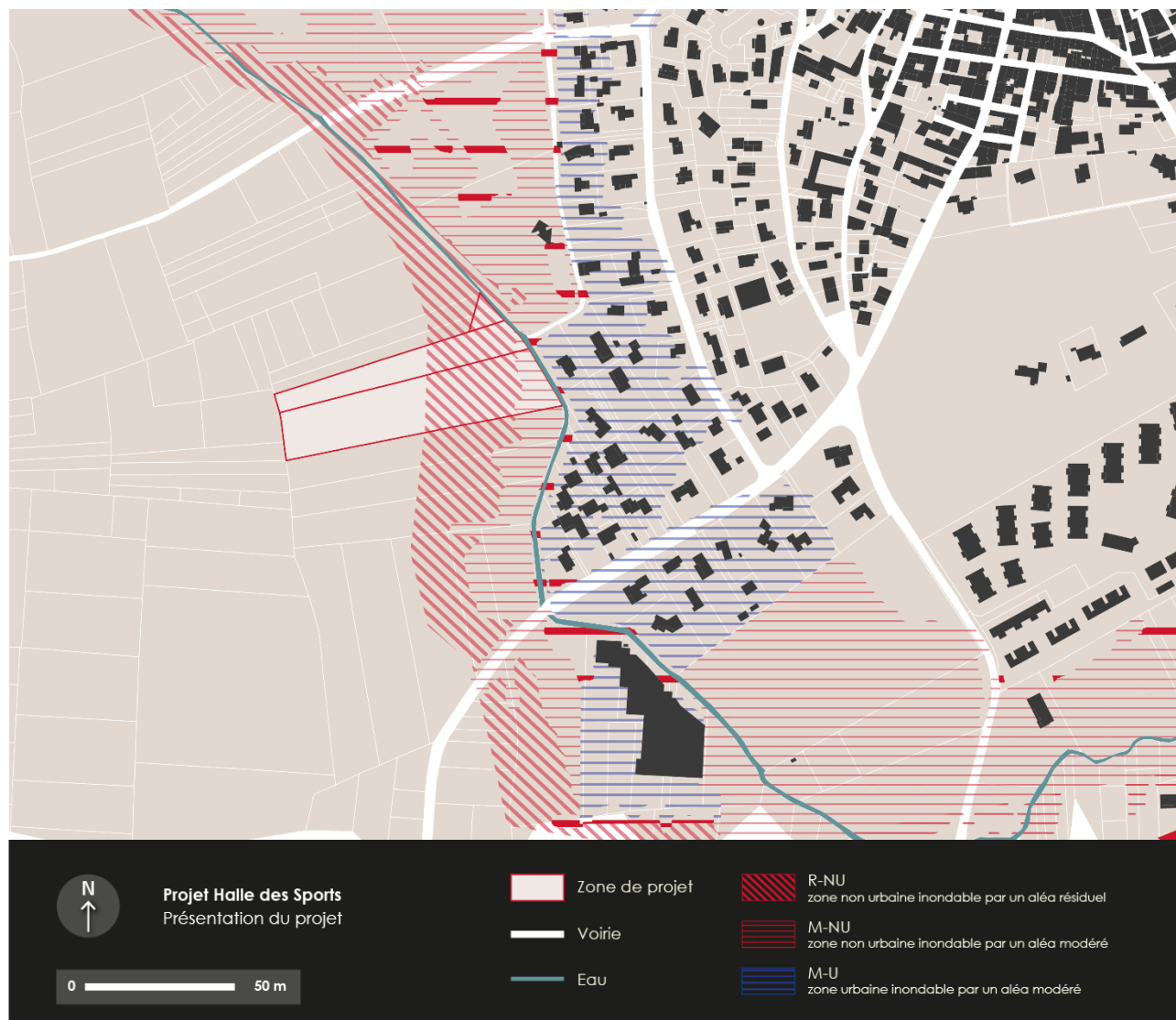


Figure 4. Localisation des parcelles occupées par le projet de Halle de sport (échelle 1/10 000)

Concernant le règlement du PLU : Un pylône au sud-est de la parcelle AS 148 et d'une ligne aérienne de transport d'électricité impose une distance de sécurité non constructible de 10 mètres de chaque côté de la ligne. Le projet n'est actuellement pas soumis à des contraintes urbanistiques.

1.4. Caractéristiques architecturales et paysagères du projet

Afin de s'insérer au mieux dans le site, le bâtiment sera inscrit dans la longueur des parcelles, au nord, à la limite de la zone constructible pour maintenir le foncier au sud et permettre une extension future. Le stationnement se situe en zone inondable.

Le projet abrite une salle multisports, une tribune de 160 places, un dojo, 8 vestiaires, un bureau, une loge, des locaux techniques et de stockage destiné aux associations municipales.

Les contraintes principales d'un tel programme, sont les dimensions réglementaires du bâtiment, desquelles découlent une relation forte entre fonction et forme. La parcelle, impactée par le PPRI côté est, rend la zone constructible à l'ouest de parcelle, et engendre la construction d'un bâtiment désolidarisé du tissu construit existant. Celle-ci devra structurer et composer la parcelle et son futur aménagement, en maintenant l'identité du site.



Figure 5. Plan de masse du projet de Halle des Sports à Jonquières-Saint-Vincent, Process

Afin de s'insérer au mieux dans le site, il est proposé d'inscrire le bâtiment dans la longueur de la parcelle. Bien que les vignes étant vouées à disparaître, le bâtiment s'inscrit dans la trame parcellaire viticole, toute en longueur, au nord à la limite de la zone constructible maintenant le foncier au sud et permettant une extension future. La zone inondable accueille le stationnement, qui pourra être mutualisé avec le stationnement de l'école. L'implantation de la ligne aérienne de transport d'électricité et ses contraintes sont prises en compte : cet espace pourra être utilisé pour le bassin de rétention et suivre le sens d'écoulement des eaux. Le bâtiment est donc mis en scène, pensé comme un objet se dessinant en fond de paysage.

Par sa structure, la Halle de sports de Jonquières-Saint-Vincent impacte la forme urbaine de Jonquières-Saint-Vincent et ce, à la fois en termes architectural, qu'en termes social. Nouveau lieu de rencontre et de vie locale, la Halle des sports est mise à disposition des associations, établissements scolaires, etc...

2. Etat initial de l'environnement

2.1. Secteur de projet et aire d'étude naturaliste

Le secteur de projet de halle de sport, d'une superficie de 1,45 hectares se situe sur des milieux agrinaires en continuité de la tache urbaine.

Une aire d'étude naturaliste a été définie autour du secteur de projet sur une superficie d'environ 6,5 hectares. Elle se situe au sud-ouest de la tache urbaine, face aux terrains de tennis existants, à proximité du cours d'eau « le Grand Valat », affluent du Gardon.



Figure 6. Aire d'étude naturaliste, Natura

2.2. Analyse de l'existant

Ce chapitre fait état des périmètres d'inventaire, de gestion et de protection situés aux abords de l'aire d'étude immédiate. L'intérêt écologique de ces espaces naturels remarquables est reconnu et ils constituent une source d'information sur la faune, la flore et les habitats patrimoniaux susceptibles d'être retrouvés sur le site étudié. Les espaces naturels remarquables identifiés sur et à proximité de l'aire d'étude sont décrits dans le tableau ci-après et cartographiés page suivante.

Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites européens identifiés pour la rareté ou la vulnérabilité des espèces animales et/ou végétales présentes, ou des habitats rencontrés. La mise en place de ce réseau, en application des directives européennes Oiseaux et Habitats, a pour objectif de préserver et de valoriser le patrimoine naturel, en tenant compte des préoccupations économiques et sociales.

Un site Natura 2000 relevant de la Directive Oiseaux est situé à 1,4 km à l'ouest du secteur de projet : la ZPS FR9112015 « Costière nîmoise », d'une superficie de 13 479 ha de territoires principalement agricoles. L'enjeu majeur de ce site est lié à la conservation de l'outarde canepetière.

ZNIEFF

Les ZNIEFF ou Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, sont des sites inventoriés présentant un intérêt écologique par la richesse de leurs écosystèmes ou la présence d'espèces rares et menacées. Deux types de ZNIEFF sont distingués : les ZNIEFF de type I, secteurs de superficie généralement réduite, abritant au moins une espèce ou un habitat caractéristique remarquable ou rare, à forte valeur patrimoniale ; les ZNIEFF de type II, ensembles naturels plus étendus, riches et peu artificialisés, pouvant englober des zones de type I.

Deux ZNIEFF de type I se situent dans un rayon d'un kilomètre autour de l'aire d'étude : la « Plaine de Manduel et Meynes » qui intègre des enjeux liés à l'avifaune des milieux agricoles (outarde canepetière), et à des zones humides ; les « Coteaux de Jonquières-Saint-Vincent » qui intègre des enjeux floristiques et abrite la proserpine.

Espaces Naturels Sensibles

L'inventaire des ENS réalisé en 2007 a permis d'identifier dans le Gard différents espaces à enjeu environnemental, ces zones doivent être prises en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme. Ces espaces peuvent bénéficier d'une protection plus stricte via une acquisition foncière par le département, une communauté de communes ou la commune elle-même. Le droit de préemption assure au conseil général ou aux communes une acquisition prioritaire de certains territoires, qui sont alors appelés « zones de préemption » et sont protégés de tout projet de construction.

Un Espace Naturel Sensible est identifié aux abords de l'aire d'étude : « Costières nîmoises » (30-128) qui se superpose au site Natura 2000 du même nom. Site d'importance pour les oiseaux, représentant un bastion de reproduction significatif pour plusieurs espèces rares et/ou menacées telles que la pie-grièche à poitrine rose, l'outarde canepetière, le rollet d'Europe ou encore l'œdicnème criard.

Plans Nationaux d'Actions PNA

Les Plans Nationaux d'Action constituent un des axes de la politique française en matière de préservation de la biodiversité. Ils complètent les actions préservant des espaces, en se focalisant sur des espèces considérées comme particulièrement menacées. L'Etat finance ces actions, avec l'aide d'autres partenaires comme les Régions ou Départements.

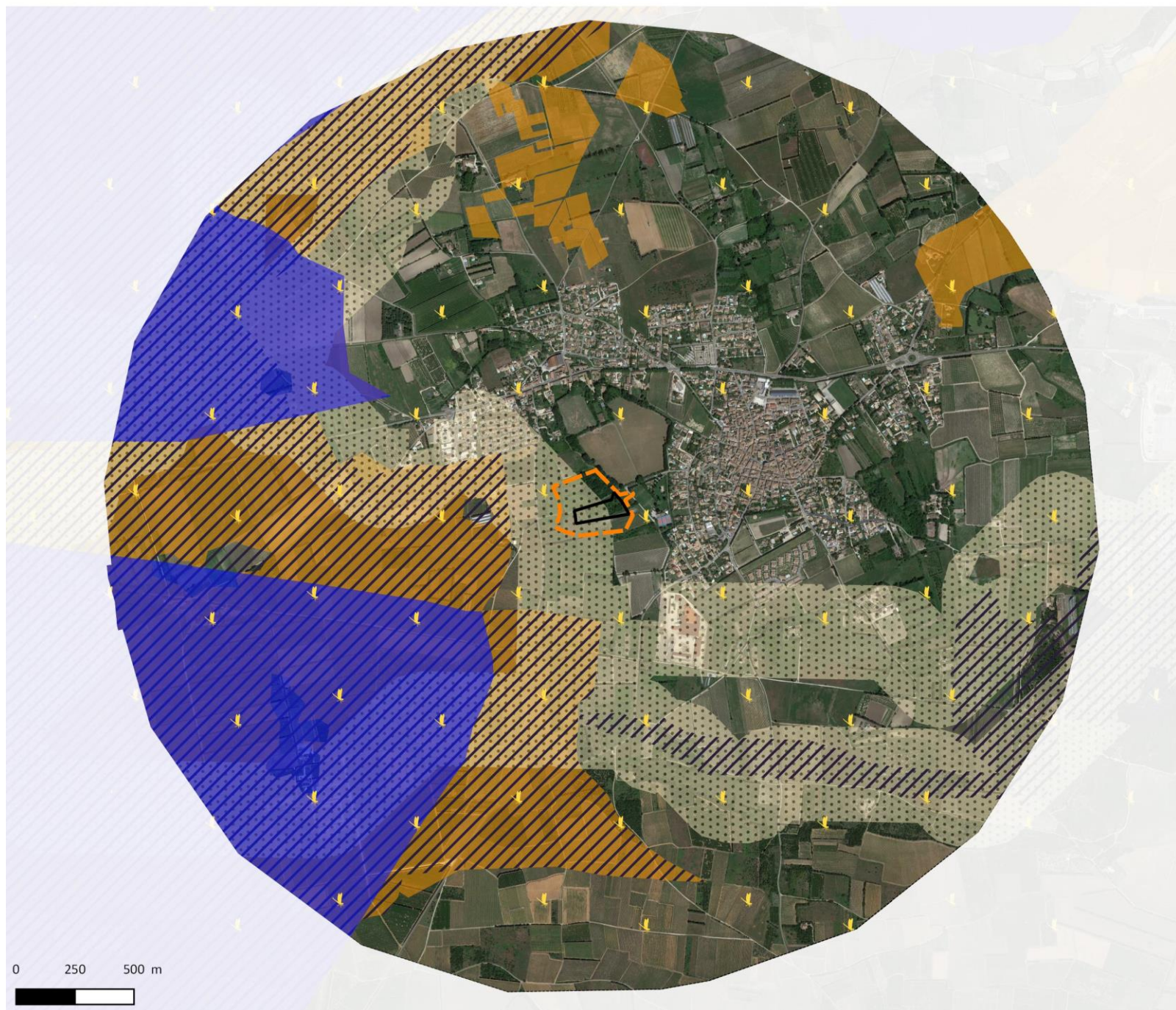
L'aire d'étude et ses abords sont concernés par le PNA Odonates (libellules et demoiselles). Il liste 18 espèces (7 espèces de demoiselles et 11 espèces de libellules).

Trames verte et bleue du SRCE – connectivité écologique

La Trame Verte et Bleue, un des engagements phares du Grenelle de l'Environnement, vise à maintenir et à restituer les continuités écologiques entre les milieux naturels. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique du Languedoc-Roussillon, validé en 2015 identifie différents éléments de continuités écologiques sur la commune. Notons que le SCot Sud Gard, en cours de révision, n'apporte pas d'éléments de TVB plus précis que le SRCE sur le territoire communal. La trame verte comprend les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité, les corridors écologiques et les formations végétales linéaires (haies) ou ponctuelles (arbres, bosquets), permettant de relier les espaces naturels. La trame bleue comprend quant à elle les cours d'eau, les canaux et tout ou partie des zones humides (lacs, mares, fossés) qu'elles soient en eau toute l'année ou partiellement (mares temporaires).

Aux abords de l'aire d'étude, plusieurs éléments de continuités écologiques de la trame verte ont été identifiés : des réservoirs de biodiversité (au niveau de la ZPS, de la ZNIEFF de type 1 et de parcelles de mesures compensatoires de la LGV). Concernant la trame bleue, seul le Grand Valat est identifié comme corridor de trame bleue aux abords de l'aire d'étude.

Espaces naturels remarquables aux abords de l'aire d'étude




Evaluation environnementale
de la déclaration de projet
Projet de halle de sport
Commune de Jonquières-Saint-Vincent (30)

Périmètres de gestion concertée

 ZPS FR9112015
Costière nimoise

Périmètres d'inventaire


 ZNIEFF de type I


 ENS 30-128 Costières nîmoises


Plans Nationaux d'Actions


 PNA Odonates


Continuités écologiques SRCE

 Trame verte
Réservoirs de biodiversité

 Trame verte
Corridors écologiques

 Trame bleue
Corridor aquatique

 Périmètre déclaration de projet

 Aire d'étude naturaliste

Sources:
Aire d'étude : commune de Jonquières-Saint-Vincent
Commune: GEOCOMM
Projection: RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae, avril 2018.

2.3. Diagnostic écologique du secteur de projet

a. Méthodologie

Les relevés ont visé à l'identification de l'ensemble des espèces patrimoniales, qu'elles représentent un enjeu de conservation (rare ou menacée) et/ou un enjeu réglementaire (protection), et qu'elles aient ou non été recensées dans la bibliographie.

Pour faciliter la collecte et la saisie des données sur le terrain, Naturæ est équipé d'outils informatiques embarqués avec GPS intégré (Pocket PC Trimble Juno 3B), l'ensemble des données récoltées sur le terrain est ensuite intégré à une base de données sous SIG.

Parallèlement à l'évaluation des enjeux en termes de biodiversité, un recensement plus complet des différentes espèces présentes sur le secteur d'études a été réalisé.

Taxon	Méthode
Habitats naturels & flore	Relevés floristique et cartographie in situ des habitats naturels et semi-naturels à l'aide d'un terminal GPS Pocket PC Trimble Juno 3B
Avifaune	Points d'écoute et transects
Herpétofaune	Prospections à vue sur les structures et secteurs favorables
Mammalofaune	Observation de traces et indices, observations directes
Entomofaune	Relevés entomologiques et prospection précise ciblant l'agrion de Mercure

Calendrier des prospections réalisées

Date	Groupes visés	Intervenants	Conditions météorologiques	Principaux objectifs des prospections
19/03/2018	Amphibiens	Léo PELLOLI	Temps doux, légère humidité, pas de vent.	Amphibiens reproducteurs
28/03/2018	Oiseaux et reptiles	Léo PELLOLI	Temps ensoleillé, pas de vent.	Passereaux nicheurs précoces et reptiles
28/03/2018	Insectes	Adrien THIERCELIN	Temps ensoleillé, pas de vent.	Relevé entomologique
25/04/2018	Flore/Habitats	Diane BOUCHET	Temps ensoleillé. Pas de vent.	Cartographie des habitats et prospection flore
27/04/2018	Insectes	Adrien THIERCELIN	Temps ensoleillé, pas de vent	Relevé entomologique
21/05/2018	Oiseaux et reptiles	Léo PELLOLI	Temps ensoleillé, assez chaud, léger vent.	Passereaux nicheurs tardifs et reptiles
21/05/2018	Insectes	Adrien THIERCELIN	Temps ensoleillé, assez chaud, léger vent.	Relevé entomologique et prospection précise des zones sensibles de l'agrion de Mercure

b. Résultats

▪ Habitats naturels et flore

Le périmètre de projet est en grande partie situé sur une parcelle de vignoble intensif (CB 83.21, EUNIS FB.41). Cette parcelle viticole, où la strate herbacée est soumise à un traitement intensif, présente une flore très pauvre et un intérêt limité pour la faune.

En limite nord du périmètre projet, une zone arbustive à arborée assez dense, présente de nombreux frênes à différents stades de maturité, ainsi que des ormes champêtres, de l'aubépine, de l'épine noire, du bois de sainte Lucie, du cornouiller mâle, de la viorne et des ronces. Cet habitat occupe une grande partie de l'aire

d'étude naturaliste et a été codé comme composite entre fourrés médio-européens sur sols riches (CB 31.81, EUNIS F3.11) et frênaies riveraines méditerranéennes (CB 44.63, EUNIS G1.33).

Cet habitat peut être intéressant pour la faune mais ne présente pas d'intérêt en tant que tel. Une petite zone plus ouverte, au cœur de cet habitat composite de fourrés-frênaie, abrite une petite pelouse à brachypode de Phénicie (CB 34.36, EUNIS E1.2A).

Au sein de l'aire d'étude naturaliste étendue, on retrouve plusieurs autres habitats naturels d'intérêt pour la faune. On note en particulier la présence de formations à graminoides de moyenne-haute taille des bords des eaux (CB 53, EUNIS C3.25), dominées par l'agrostide, le brome à deux étamines, l'orge des rats et l'avoine, et avec la présence notable de grand liseron, de menthe, d'orties et d'iris des marais. Ces formations bordent le ruisseau intermittent du Grand Valat (CB 24.16, EUNIS C2.5). Ces habitats humides (le cours d'eau lui-même et ses abords herbacés) présentent un grand intérêt pour les odonates. Un habitat composite entre frênaie et ormaie (CB 44.62x44.63, EUNIS G1.32xG1.33), présentant quelques tamaris est aussi présent au nord de l'aire d'étude naturaliste et peut présenter un intérêt pour l'avifaune et la mammalofaune.

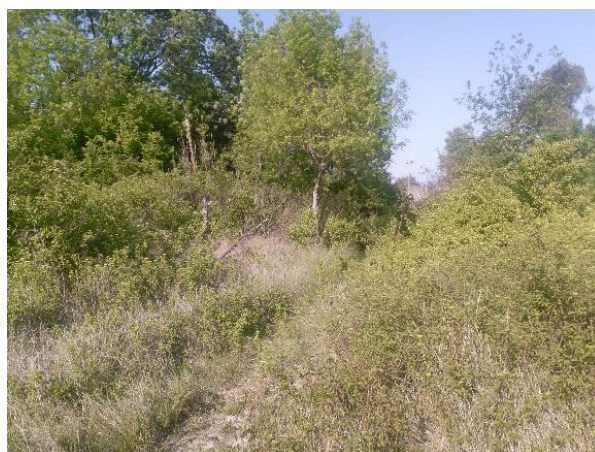
La plupart des autres habitats présents sur l'aire d'étude sont associés à une activité humaine active (jardins domestiques, terrain de tennis, petit boisement ornemental, vignoble traditionnel...) ou passée (friche) et présentent un intérêt écologique faible.

Aucune espèce de flore à enjeu n'a été recensée lors des prospections. Aucun habitat naturel présent sur l'aire d'étude ne présente d'intérêt en soi (i.e. inscrit sur la liste des habitats d'intérêt communautaire de la Directive Habitats).

Vignoble intensif



Pelouse à brachypode de Phénicie au cœur de l'habitat composite fourrés médio-européens x frênaie riveraine méditerranéenne



Ruisseau du Valat et formations à graminoides associées















Vignoble traditionnel devant une frênaie-ormnaie avec quelques tamaris







Habitats naturels et semi-naturels sur le secteur de projet et sur l'aire d'étude naturaliste





Habitats naturels et semi-naturels [Code Corine Biotope/EUNIS]

-  Communautés d'espèces rudérales [87.2 / E5.1]
-  Eaux courantes temporaires [24.16 / C2.5]
-  Formations à *Arundo donax* [53.62 / C3.32]
-  Formations à graminéoïdes de moyenne-haute taille des bords des eaux [53 / C3.25]
-  Friches, jachères ou terres arables récemment abandonnées [87 / I1.5]
-  Jardins ornementaux et domestiques [85.31 / I2.21]
-  Pelouses à *Brachypodium phoenicoides* [34.36 / E1.2A]
-  Sentiers [64 / H5.61]
-  Surfaces pavées et espaces récréatifs [86 / J4.6]
-  Vergers d'arbustes et d'arbres bas [83.22 / FB.31]
-  Vignobles intensifs [83.21 / FB.42]
-  Vignobles traditionnels [83.21 / FB.41]

-  Forêts riveraines méditerranéennes à peupliers x Aulnaies-frênaies ouest-européennes à hautes herbes [44.61x44.3 / G1.31x G1.2132]
-  Fourrés médio-européens sur sols riches x Frênaies riveraines méditerranéennes [31.81x44.63 / F3.11xG1.33]
-  Frênaies riveraines méditerranéennes x Ormaies riveraines méditerranéennes [44.62x44.63 / G1.32xG1.33]
-  Petits bois anthropiques mixtes de feuillus et de conifères [43 / G5.5]

Secteurs

-  Périmètre déclaration de projet
-  Aire d'étude naturaliste

Sources:

Secteur de projet : mairie de Jonquières-Saint-Vincent/ SEGARD
 Aire d'étude : Naturae, 2018
 BD ORTHO® : IGN-F
 Projection: RGF Lambert 93
 Cartographie réalisée par Naturae, juin 2018.



- *Avifaune*

L'avifaune du site est très peu diversifiée, composée d'un pool d'espèces généralistes sans enjeu. Seulement 15 espèces nicheuses ont été recensées, dont 13 sur le périmètre de projet. Aucune n'est à enjeu. Notons tout de même l'utilisation ponctuelle de la vigne au sud du périmètre de projet par la huppe fasciée (1 couple nicheur à proximité de l'aire d'étude) et de la linotte mélodieuse. L'enjeu local de ces deux espèces est faible. Le site ne présente pas d'enjeu notable pour une avifaune à enjeu.

- *Herpetofaune*

La diversité herpétologique du site s'avère faible, représentée par 2 espèces de reptiles ubiquistes (lézard des murailles et lézard vert) et 4 espèces communes d'amphibiens (grenouille « verte » s.l., rainette méridionale, pélodyte ponctué, crapaud commun en déplacement). Aucune espèce à enjeu n'apparaît potentielle.

- *Mammalofaune*

L'aire d'étude ne présente pas de potentialités significatives pour une mammalofaune à enjeu puisque composée d'un boisement frêle et exigu, de vignes et de bordures de boisements. Seules 3 espèces de grands mammifères ont été recensées ; la fouine, l'écureuil roux, et le sanglier. Aucune n'est à enjeu même si l'écureuil roux, détecté hors périmètre de projet est protégé.

- *Entomofaune*

La diversité entomologique présente sur le site est faible, avec 8 espèces de papillons diurne et 5 espèces de d'Odonates inventoriées. Le cours d'eau ainsi que la flore présente (friche, herbes hautes, cannes) dans l'aire d'étude naturaliste sont cependant favorables à l'installation de nombreuses espèces, que ce soit comme zone d'alimentation ou zone de reproduction et ponte. Le secteur abrite l'agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*) et la libellule fauve (*Libellula fulva*), qui sont respectivement à enjeu « Fort » et « Modéré » en région.



L'agrion de Mercure est une espèce listée dans le Plan National d'Action (PNA) en faveur des Odonates dont un périmètre s'étend sur Jonquières-Saint-Vincent. Elle fait également partie des espèces concernées par l'article 3 de l'arrêté national du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire, et de l'annexe II de la Directive Habitats, Faune et Flore (1992). Elle figure au sein de la liste rouge nationale comme espèce menacée et fait partie des espèces déterminantes ZNIEFF. Toutes ces considérations impliquent qu'elle soit évaluée par la DREAL comme à enjeu « Fort » dans la région.



La libellule fauve est quant à elle considérée comme à préoccupation mineure par la liste rouge nationale. Elle fait cependant partie des espèces ZNIEFF à détermination stricte mais présente une responsabilité régionale faible. Ce qui en fait une espèce à enjeu régional « Modéré » pour la région.

2.4. Synthèse des enjeux de biodiversité

Le secteur de projet présente un intérêt globalement faible pour l'avifaune, l'herpétofaune, l'entomofaune, la mammalofaune et la flore. La diversité biologique y est relativement limitée et représentée par des espèces assez communes, souvent ubiquistes. Aucun secteur à enjeu écologique particulier n'a été identifié sur le secteur de projet de Halle de Sport.

Néanmoins, le cours d'eau du Grand Valat, affluent du Gardon, représente un habitat favorable à l'entomofaune et en particulier aux Odonates. Les deux espèces à enjeu relevées sur l'aire d'étude naturaliste, se reproduisent sur la végétation rivulaire et pondent dans le cours d'eau. Le Grand Valat et ses abords immédiats représentent un secteur à fort intérêt écologique dont l'intégrité doit être préservée.




La carte ci-après synthétise les secteurs à enjeu sur l'aire d'étude naturaliste et notamment les zones de reproduction de l'espèce qu'il convient d'éviter de manière stricte.

Synthèse des enjeux de biodiversité






Evaluation environnementale
de la déclaration de projet
Projet de halle de sport
Commune de Jonquières-Saint-Vincent (30)

Enjeux insectes

-  Secteur avéré de reproduction de l'Agrion de Mercure
-  Secteur potentiel de reproduction de l'Agrion de Mercure
-  Secteur de reproduction de la libellule fauve

Zone d'étude

-  Périmètre déclaration de projet
-  Aire d'étude naturaliste
-  Le Grand Valat

Sources:
Secteur de projet : mairie de Jonquières-Saint-Vincent/
SEGARD
Aire d'étude et enjeux de biodiversité : Naturae, 2018
Commune : GEOCOMM
Projection: RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae, avril 2018.

3. Motivations des changements apportés au documents d'urbanisme

Les changements apportés au PLU sont justifiés par sa mise en compatibilité avec la déclaration de projet au titre de l'article L126-1 du code de l'environnement, relative à l'intérêt général d'une opération.

Ce projet consiste en la création d'une zone à urbaniser 5AU, destinée à recevoir un équipement sportif, la Halle des Sports de Jonquières-Saint-Vincent.

Le motif de modification apportée au PLU est le suivant :

La zone Ad de protection intégrale agricole interdit actuellement la construction d'un équipement public. C'est pourquoi une partie du périmètre est vouée à muter pour accueillir le projet de Halle des Sports, restant cohérent avec les prescriptions du PADD. La superficie de la nouvelle zone sera de 1.45 ha sur les 1976,25 ha initiaux de la zone Ad.

4. Présentation des changements apportés au Plan Local d'Urbanisme de Jonquières-Saint-Vincent

Les changements apportés au PLU concernent règlement graphique, le règlement écrit, le tableau de surfaces des zones inscrites au le PLU, les orientations d'aménagement et de programmation, ainsi que le rapport de présentation dans ses parties incidences environnementales et définition des mesures ERC.

Les objectifs du PADD de Jonquières-Saint-Vincent sont quant à eux cohérents avec le projet de la Halle de Sport.

4.1. Le règlement graphique

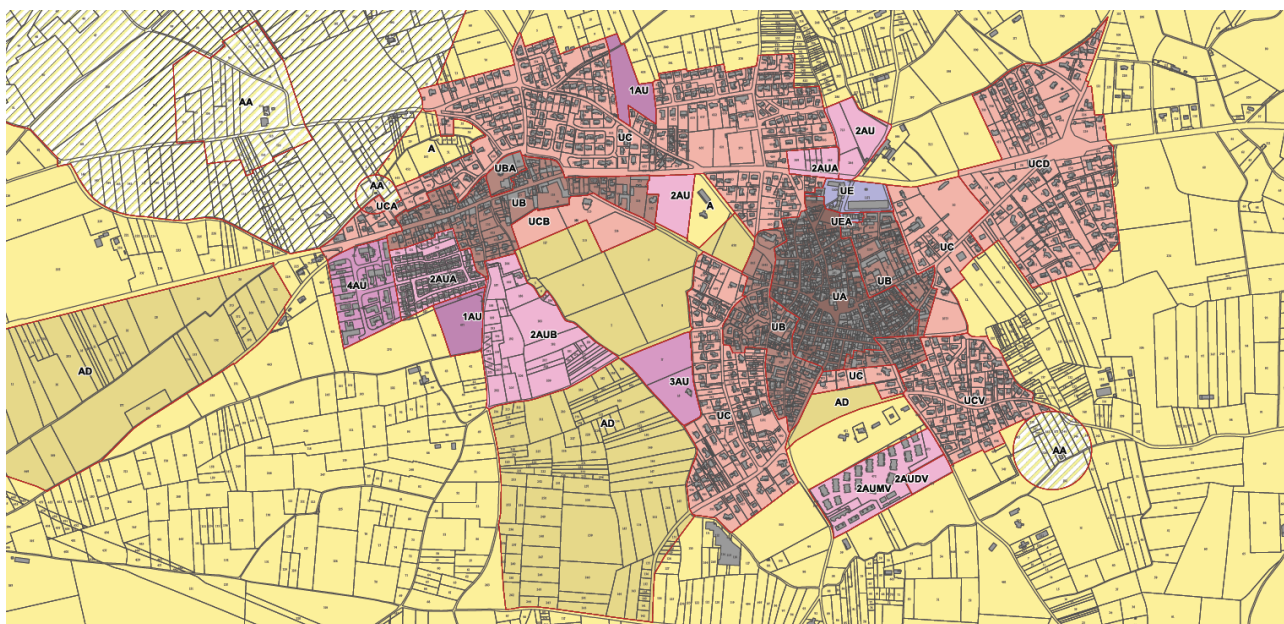


Figure 7. Règlement graphique du PLU en vigueur de Jonquières-Saint-Vincent

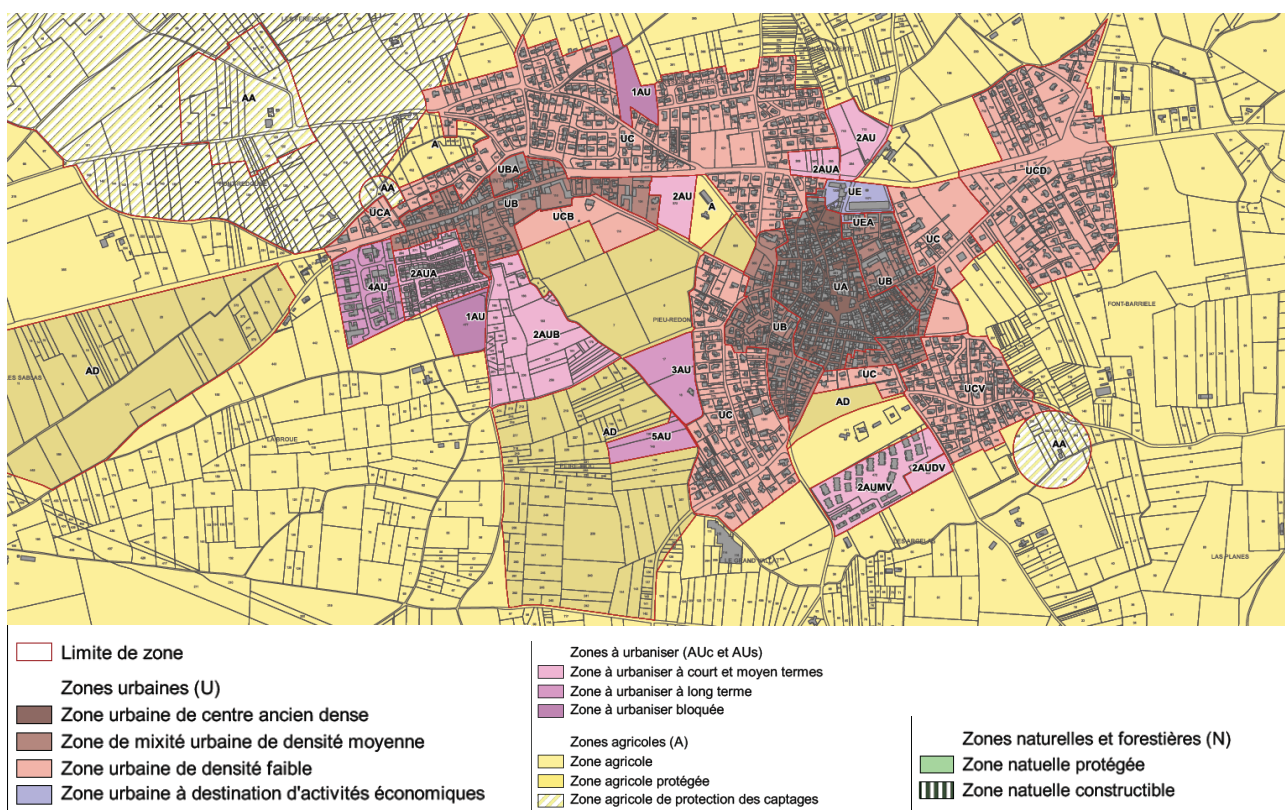


Figure 8. Règlement graphique du PLU projeté

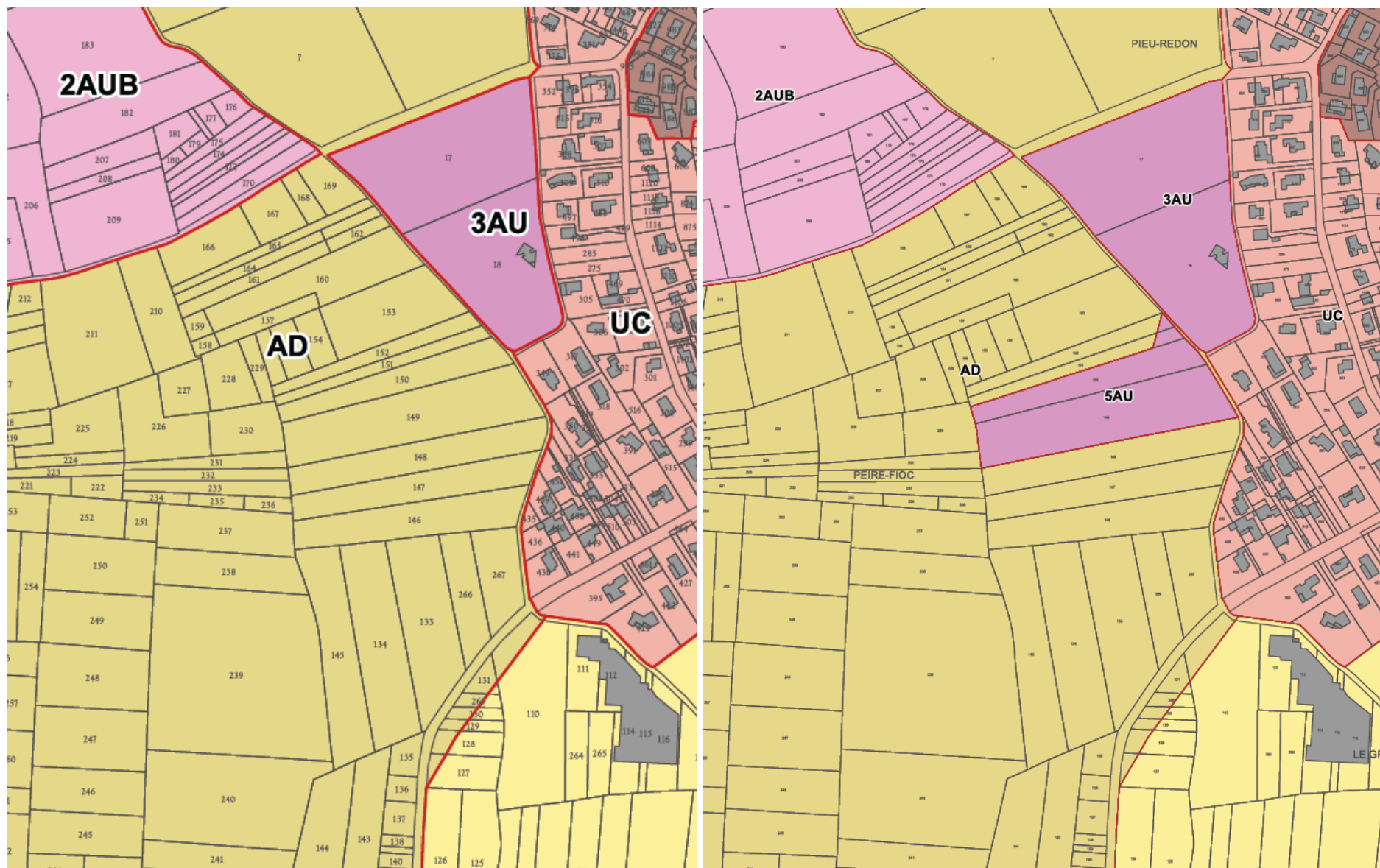


Figure 9. Zonage Ad du PLU en vigueur (gauche) et modification nécessaire du zonage Ad pour la présente DP (droit)

4.2. Le tableau des surfaces du zonage du PLU

PLU EN VIGUEUR				
ZONAGE DU PLAN LOCAL D'URBANISME			SURFACES DU PLU	
ZONE	SECTEUR	CARACTERE DES ZONES	SURFACE PAR SECTEUR (ha)	SURFACE PAR TYPE DE ZONE (ha)
ZONE URBAINE				
UA		Zone urbaine, centre historique, habitat dense	9,05	104,56
UB		Zone urbaine, périphérie du centre	17,27	
	Uba	Zone urbaine, périphérie du centre	0,70	
UC		Zone urbaine d'habitat pavillonnaire à moyenne densité	48,88	
	UCa	Zone urbaine d'habitat pavillonnaire à moyenne densité	0,19	
	UCb	Zone urbaine d'habitat pavillonnaire à moyenne densité	2,72	
	UCd	Zone urbaine d'habitat pavillonnaire à moyenne densité	16,99	
	UCv	Zone urbaine d'habitat pavillonnaire à moyenne densité	7,23	
UE		Zone urbaine réservée aux activités industrielles, artisanales et commerciales - site du marché couvert	1,39	
	UEa	Zone urbaine réservée aux activités undustrielles, artisanales et commerciales	0,14	
ZONE A URBANISER				
1AU		Zone à vocation d'habitat sous réserve d'améliorer la desserte du secteur	3,04	29,13
2AU		Zone réservée à l'urbanisation à caractère dense	3,37	
	2AUa	Zone réservée à l'urbanisation à caractère très dense	4,32	
	2AUb	Zone réservée à l'urbanisation à caractère de moindre densité	7,68	
	2AUmv	Zone réservée à l'urbanisation à mmixité sociale	4,06	
	2AUdv	Zone réservée à l'urbanisation pour établissement médico-social ou équipement public	0,59	
3AU		Zone réservée à l'urbanisation subordonnée à la réalisation des équipements de loisirs	2,47	
4AU		Zone réservée à l'urbanisation subordonnée à la réalisation d'activité artisanale	3,60	
ZONE AGRICOLE				
A		Zone agricole à protéger et à mettre en valeur	1 723,88	1 976,25
	Aa	Zone de protection des captages publics d'eau et d'isolement de la station d'épuration	13,29	
	Aaa	Zone de protection éloignée du captage des Féréignes	117,08	
	Ad	Zone de protection agricole intégrale	121,00	
	Ar	Zone de traitement des eaux résiduaires de la Cave Coopérative	1,00	
ZONE NATURELLE				
	Na	Zone naturelle à protéger (avec constructions)	12,63	25,66
	Npv	Zone naturelle correspondant à l'emprise photovoltaïque	13,04	
TOTAL				2 135,60

PLU PROJETE				
ZONAGE DU PLAN LOCAL D'URBANISME			SURFACES DU PLU	
ZONE	SECTEUR	CARACTERE DES ZONES	SURFACE PAR SECTEUR (ha)	SURFACE PAR TYPE DE ZONE (ha)
ZONE URBAINE				
UA		Zone urbaine, centre historique, habitat dense	9,05	104,56
UB		Zone urbaine, périphérie du centre	17,27	
	Uba	Zone urbaine, périphérie du centre	0,70	
UC		Zone urbaine d'habitat pavillonnaire à moyenne densité	48,88	
	UCa	Zone urbaine d'habitat pavillonnaire à moyenne densité	0,19	
	UCb	Zone urbaine d'habitat pavillonnaire à moyenne densité	2,72	
	UCd	Zone urbaine d'habitat pavillonnaire à moyenne densité	16,99	
	UCv	Zone urbaine d'habitat pavillonnaire à moyenne densité	7,23	
UE		Zone urbaine réservée aux activités industrielles, artisanales et commerciales - site du marché couvert	1,39	
	UEa	Zone urbaine réservée aux activités undustrielles, artisanales et commerciales	0,14	
ZONE A URBANISER				
1AU		Zone à vocation d'habitat sous réserve d'améliorer la desserte du secteur	3,04	30,58
2AU		Zone réservée à l'urbanisation à caractère dense	3,37	
	2AUa	Zone réservée à l'urbanisation à caractère très dense	4,32	
	2AUb	Zone réservée à l'urbanisation à caractère de moindre densité	7,68	
	2AUmv	Zone réservée à l'urbanisation à mmixité sociale	4,06	
	2AUdv	Zone réservée à l'urbanisation pour établissement médico-social ou équipement public	0,59	
3AU		Zone réservée à l'urbanisation subordonnée à la réalisation des équipements de loisirs	2,47	
4AU		Zone réservée à l'urbanisation subordonnée à la réalisation d'activité artisanale	3,60	
5AU		Zone réservée à l'urbanisation subordonnée à la réalisation d'un équipement sportif	1,45	
ZONE AGRICOLE				
A		Zone agricole à protéger et à mettre en valeur	1 723,88	1 974,80
	Aa	Zone de protection des captages publics d'eau et d'isolement de la station d'épuration	13,30	
	Aaa	Zone de protection éloignée du captage des Féréignes	117,08	
	Ad	Zone de protection agricole intégrale	119,54	
	Ar	Zone de traitement des eaux résiduaires de la Cave Coopérative	1,00	
ZONE NATURELLE				
	Na	Zone naturelle à protéger (avec constructions)	12,63	25,66
	Npv	Zone naturelle correspondant à l'emprise photovoltaïque	13,04	
TOTAL				2 135,60

	PLU EN VIGUEUR	MISE EN COMPATIBILITE	PLU PROJETE
ZONAGE	SURFACE (ha)		
		Projet de la Halle des sports	
U	104,56		104,56
AU	29,13	+ 1,45	30,58
A	1976,25	- 1,45	1974,8
N	25,66		25,66
COMMUNE	2135,6		2135,6

4.3. Le règlement écrit

Pour permettre la réalisation de la Halle des Sports, un nouveau règlement doit être créé. C'est une zone 5AU, zone réservée à l'urbanisation subordonnée à la réalisation d'un équipement sportif.

a. Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Le règlement interdit les constructions et les divers modes d'occupation des sols sur la zone, si elles ne sont pas liées à l'équipement public de la Halle des Sports, notamment les futures extensions.

b. Conditions de l'occupation et de l'utilisation du sol

La Halle des Sports est raccordée au réseau public avec assainissement collectif. La gestion de l'eau pluviale se rapportera au dossier loi sur l'eau pour prendre en compte les compensations hydrauliques.

La hauteur maximale des constructions et des installations est fixée à 10 mètres mesurée à partir de tout point du sol existant jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

Le règlement ne contraint pas l'implantation des équipements ni l'aspect des infrastructures. Cette marge de manœuvre est laissée afin de préserver la qualité architecturale du projet d'ensemble et afin de garantir le respect du site. La hauteur maximale de construction est donc basée sur le projet architectural de la Halle des Sports.

c. Possibilités maximales d'occupation du sol

Pour être autorisées, toutes nouvelles constructions ou installations, devront prévoir un fourreau en attente pour recevoir la fibre optique.

4.4. Les orientations d'aménagement et programmation

a. Représentation graphique

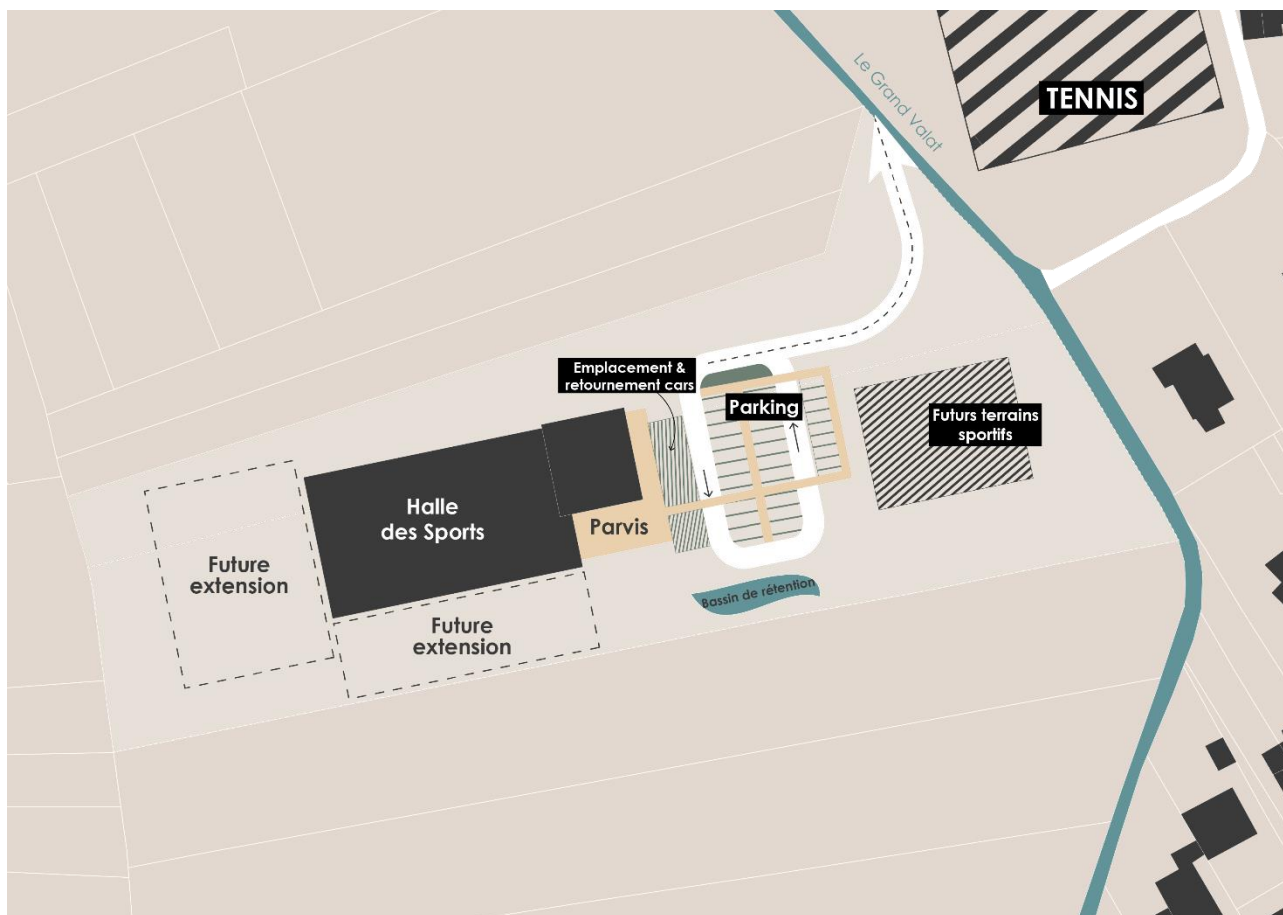
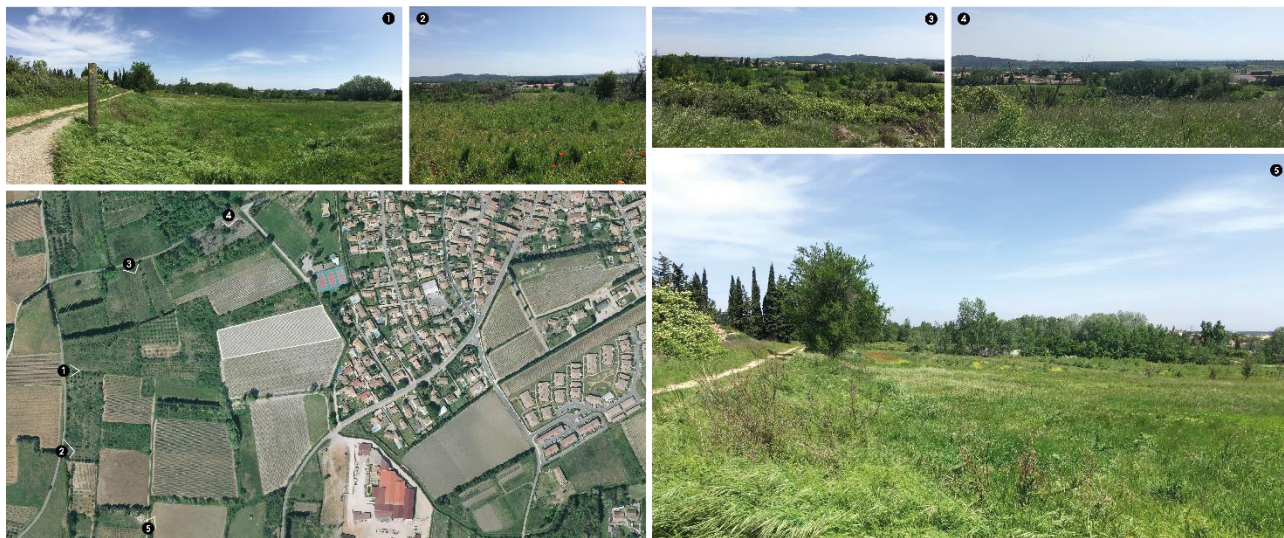


Figure 10. OAP Halle des Sports de Jonquières-Saint-Vincent -Urba.Pro 2018

b. Contexte géographique



c. Description du projet

▪ *Un bâti à échelle humaine*

Le projet s'organise suivant deux grandes entités lisibles en plan, se développant en deux ailes distinctes : le pôle dojo à l'est et le pôle salle multisports.

Le parvis jouit pleinement des apports solaires et prend une dimension d'espace public. Il est connecté à un cheminement qui pourra être prolongé en direction du futur groupe scolaire. L'entrée en façade prend place sur le parvis protégé du Mistral, vent dominant. L'entrée du bâtiment se fait face à la voirie principale qui permet d'accéder au parking. »

▪ *Un fonctionnement lisible et pratique*

Les flux du public, sont concentrés au niveau du hall d'accueil, pour permettre leur contrôle et la surveillance depuis la loge.

Les flux sont étudiés dans une démarche d'optimisation du fonctionnement avec un accès du public direct vers le gradin et des vestiaires traités par paires sont traversants pour « les flux pieds sales / pieds chaussures sports » ou « les flux pieds sales / pieds nus ».

L'infirmerie, en lien avec l'entrée et la grande salle, facilite la circulation des blessés ainsi que la manipulation d'un brancard. Le local chaufferie a un accès extérieur direct pour en faciliter la maintenance. Le projet s'inscrit dans une volonté fonctionnelle.

▪ *Confort lumineux*

Les apports en lumière naturelle provenant de l'extérieur sont maîtrisés à l'essentiel et permettent de bénéficier au maximum des atouts de l'orientation de l'édifice. Le volume est optimisé et le projet est étudié pour offrir de la lumière naturelle à tous les espaces, hormis les locaux de rangement et les sanitaires.

L'ambiance recherchée à l'intérieur de la salle est celle d'une lumière douce aux couleurs claires, et avec des matériaux chaleureux : le bois du doublage thermo-acoustique du dojo est vernis pour des soucis d'entretien, le sol est en lés également clair, la structure métallique sera thermolaquée de couleur claire (pour éviter une apparence industrielle), les parois en polycarbonate sont neutres.

La structure des portiques de la salle multisports comporte une isolation thermique par l'extérieure revêtue d'un bardage de couleur cuivre « couleur d'automne ».

▪ *Stationnement*

Conformément au programme, vingt-cinq places ont été prévues dont deux pour les personnes à mobilités réduites. Il y a possibilité de l'étendre. Deux emplacements pour les cars ont été prévus.

Le stationnement vient s'implanter à l'est du bâtiment, en zone inondable afin de ne pas empiéter sur les espaces constructibles de la parcelle et de laisser « le champ des possibles ». Pour éviter au mieux l'imperméabilisation des sols et s'insérer au mieux dans le site, le stationnement est réalisé en stabilisé.

Le stationnement est optimisé avec une circulation à sens unique au niveau des places de stationnement. Des cheminements piétons définis et contrastant avec la voirie par le béton désactivé sécurisent la circulation des piétons. Des arbres rompent avec la monotonie du parking est apportent l'ombre nécessaire à tout aménagement paysagé dans les régions du Sud.

Le parking pourra être mutualisé avec la future école. Nous laissons une large possibilité d'extension de parking. Le bassin de rétention, traité avec de la prairie fleurie, est en lien avec le stationnement.

- *Gestion des eaux pluviales*

Les eaux pluviales sont récupérées et stockées sur le site. Des noues paysagées sont créées dirigeant les eaux vers le bassin de rétention. Comme demandé au programme, un bassin de rétention de 330m³ est prévu. Celui-ci sera traité en fond avec de l'argile pour l'imperméabilisation et planté d'une prairie fleurie.

d. Accessibilité

L'accès à la parcelle se réalise depuis un raccordement de la parcelles 150 au chemin du Parc communal, le long du Grand Valat, en passant par les parcelles 151 et 152.

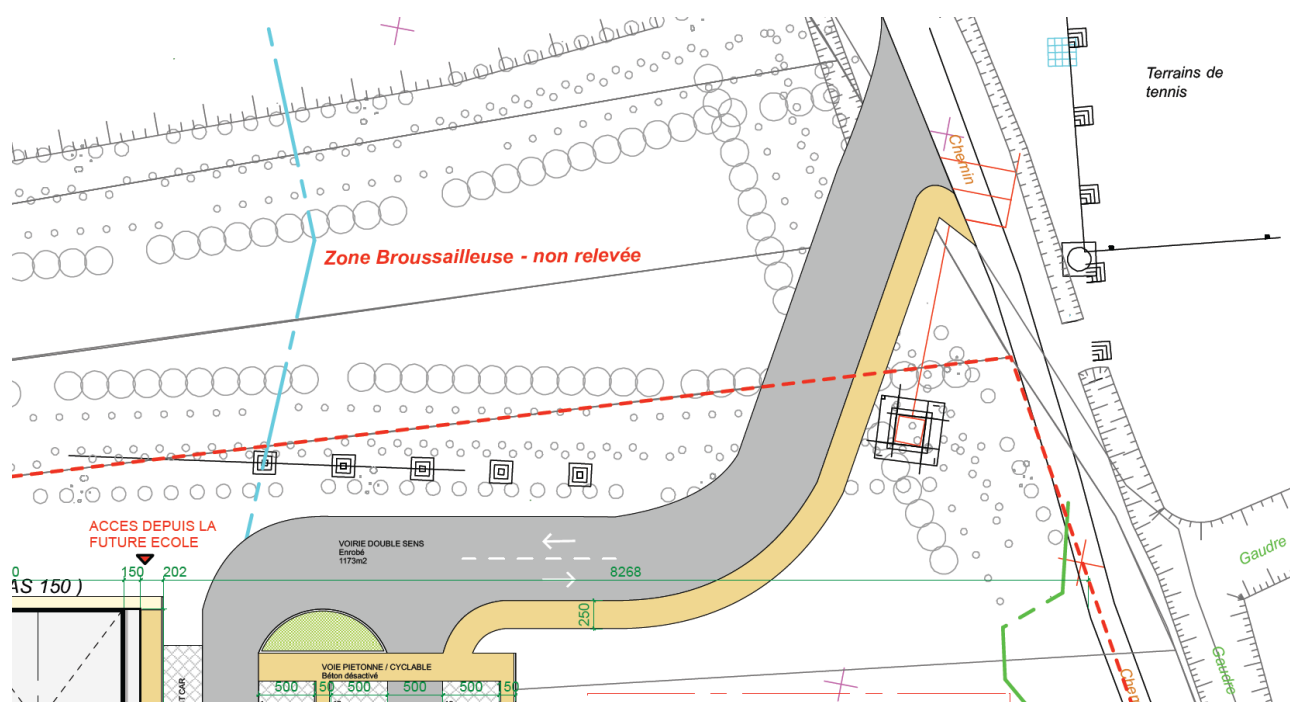


Figure 11. Plan masse de la voirie, SCOP ECOSTUDIO 2018

4.5. Evaluation des incidences sur l'environnement

Ce chapitre est issu de l'évaluation environnementale de la déclaration de projet

a. Evaluation des incidences Natura 2000

Le périmètre de la présente déclaration de projet est situé à moins d'un kilomètre du site relevant de la Directive Oiseaux « ZPS FR9112015 Costière nîmoise ».

La ZPS Costières Nîmoises, relevant de la Directive 79/409/CEE, dite Directive Oiseaux a été désignée en tant que telle le 06/04/2006. Elle s'étend sur plus de 13 000 ha au cœur du sud du Gard. La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole en est l'opérateur et la rédaction du Document d'Objectifs a été confiée au groupement Chambre d'Agriculture du Gard, Centre Ornithologique du Gard et Conservatoire des Espaces Naturels. Le document a été publié en septembre 2011.

La biodiversité présente sur la ZPS est de 3 types :

- une inféodée aux milieux agricoles (outarde canepetière et œdicnème criard notamment)
- une autre liée aux boisements relictuels (îlots boisés de garrigues, bois de pins pignons)
- une dernière liée aux zones humides.

L'avifaune de la ZPS est particulièrement remarquable par sa diversité et la rareté des espèces (outarde canepetière, œdicnème criard, alouette calandre etc.).

Le tableau suivant détaille les espèces d'intérêt communautaire recensées sur le site et retenues dans le Formulaire Standard de Données défini en 2006 lors de la désignation du site et réactualisé en 2011 lors de la finalisation du DocOb. Il présente l'incidence potentielle du projet sur les espèces concernées. Au vu de la nature du projet, sa zone d'influence s'avère minime. 500m sont considérés autour de l'emprise du projet.

Nom	Statut sur le site Natura 2000	Effectifs sur le site Natura 2000 (données 2010)	Présence sur la zone d'influence du projet	Présence sur la zone de projet	Risque de détérioration ou de destruction de l'habitat d'espèce
Bihoreau gris	Reproduction	0-5 couples	Non	Non	Non
Milan noir	Reproduction	0-5 couples	En chasse uniquement	En chasse uniquement	Non
Circaète Jean-le-Blanc	Reproduction	3-5 couples 5-25 migrants en stationnement	Potentielle en chasse	Potentielle en chasse	Non
Busard cendré	Reproduction	5-6	Non	Non	Non
Outarde canepetière	Reproduction Hivernage	630-660 mâles chanteurs en 2010	Non	Non	Non
œdicnème criard	Reproduction	180-225 couples en 2010	Non	Non	Non
Grand-duc d'Europe	Reproduction	2-5 couples en 2010	Non	Non	Non
Engoulevent d'Europe	Reproduction	2-5 couples	Non	Non	Non
Rollier d'Europe	Reproduction	20-40 couples	Non	Non	Non
Alouette calandre	Reproduction	3-5 couples	Non	Non	Non
Alouette calandrelle	Reproduction	3-5 couples	Non	Non	Non
Alouette lulu	Reproduction Hivernage	300-600 couples estimés	Oui	Non	Non
Fauvette pitchou	Reproduction	425-975	Non	Non	Non

Pipit rousseline	Reproduction	0-10 couples	Non	Non	Non
Bruant ortolan	Reproduction	0-5 couples	Non	Non	Non

Aucune espèce à enjeu n'est présente sur le secteur de projet. Seul le milan noir y a été observé en recherche alimentaire. Le circaète Jean-le-Blanc y est potentiel en chasse, bien que faiblement, et l'alouette lulu, nicheuse en bordure extérieure de la zone de projet pourrait y être observée en alimentation. Les milieux ne s'avèrent toutefois pas réellement intéressants pour ces espèces.

Les habitats naturels du périmètre de projet et ses bordures directes ne présentent pas d'intérêt pour les espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZPS FR9112015 « Costières nîmoises ». Le projet ne présente donc pas d'incidences sur les espèces d'oiseaux patrimoniales mentionnées.

b. Evaluation des incidences sur les périmètres d'inventaires

Comme en témoigne la carte ci-dessous, le secteur de projet se situe à l'écart de tout périmètre d'inventaires ZNIEFF, ENS et zones humides.

Le périmètre ZNIEFF le plus proche du projet « Plaine de Manduel et Meynes » est justifié par la présence d'enjeux liés à l'avifaune des milieux agricoles (outarde canepetière notamment) et à des zones humides.

Rappelons que le secteur de projet n'abrite pas d'habitats potentiels à outarde comme précisé dans l'évaluation des incidences Natura 2000 ci-avant.

Le périmètre de zone humide identifié dans l'inventaire départemental du Gard au niveau de l'étang asséché de la Palud au nord-est, ne présente aucun lien fonctionnel avec le secteur de projet.

Le projet ne présente donc pas d'incidences sur les périmètres d'inventaires environnants et les espèces associées.

Incidences du projet sur les périmètres d'inventaires



c. Evaluation des incidences sur la trame verte et bleue

Le secteur de projet n'est concerné par aucun réservoir de biodiversité identifié au SRCE. Ces derniers correspondant globalement aux espaces naturels remarquables précités (Natura 2000, ZNIEFF) et ne sont pas impactés par le futur projet de halle de sports.

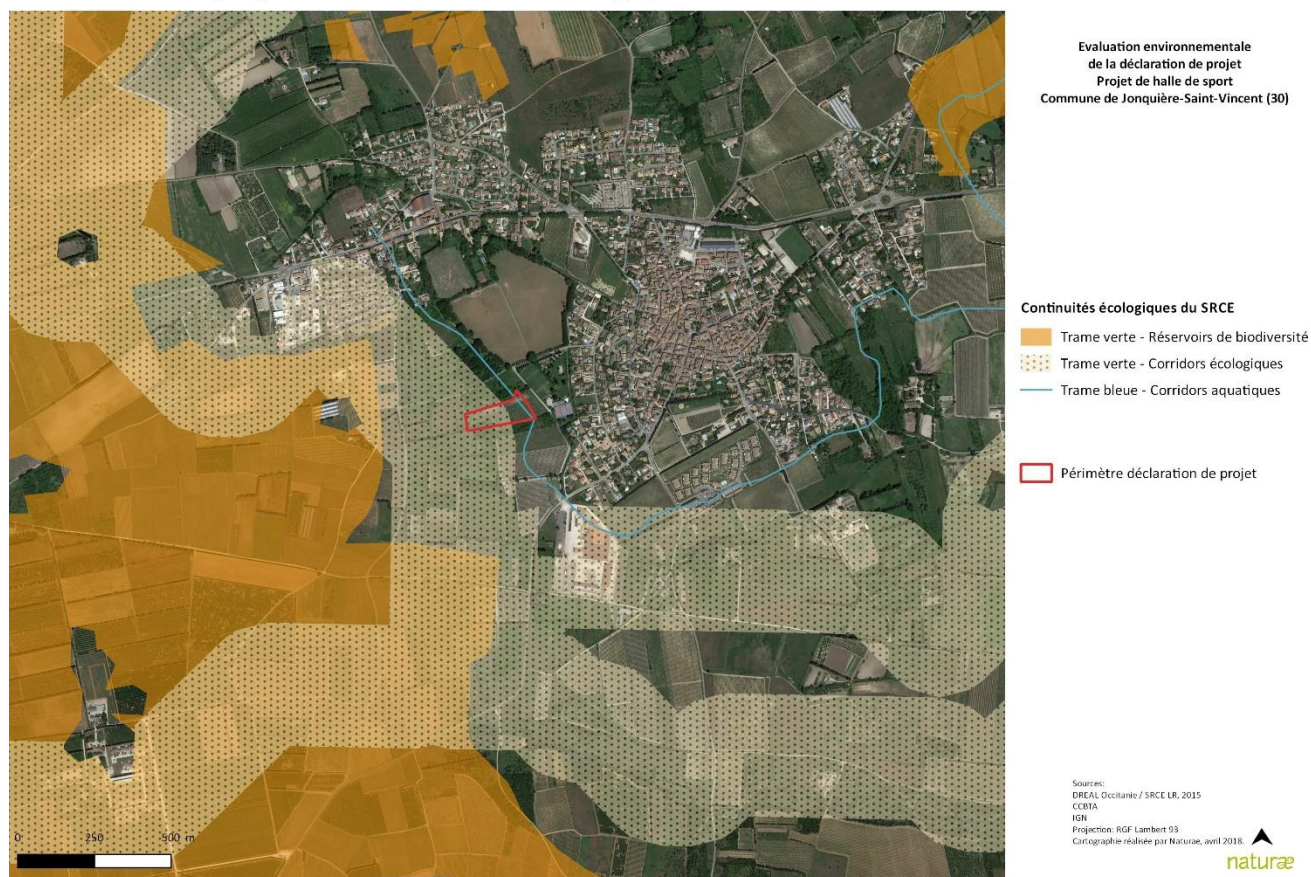
Le Grand Valat, identifié en trame bleue du SRCE comme corridor aquatique, est une zone à enjeu écologique susceptible d'être impactée par le projet. Une attention particulière a été portée à cet enjeu afin d'éviter tout impact sur la continuité de trame bleue qu'il représente et les enjeux de biodiversité qu'il accueille. (cf. mesure d'évitement).

Un corridor de milieux forestiers est identifié sur la moitié Est du secteur de projet. Précisons que les limites d'un corridor écologique défini à l'échelle de la région manquent de précisions lorsque l'échelle de travail est celle du projet. De plus, les habitats naturels concernés ne sont pas forestiers sur ce territoire mais plutôt semi-ouverts et agricoles. La pertinence et la fonctionnalité de ce corridor localement doit être nuancée.

L'enjeu de fonctionnalité écologique de ce secteur est plutôt lié au maintien des continuités de milieux agricoles utilisés par le cortège d'oiseaux des agrosystèmes ayant justifié notamment désignation de la ZPS « Costière nîmoise » (outarde canepetière, œdicnème criard etc.). Ici, la continuité de la plaine agricole environnante reliant les différents sites de la ZPS Costière nîmoise entre eux est préservée.

Le secteur de projet étant de plus situé en continuité avec la tache urbaine, l'incidence du projet sur les éléments de continuité écologique est jugée faible.

Incidences du projet sur les continuités écologiques



d. Evaluation des incidences sur la biodiversité

La présente évaluation environnementale de déclaration de projet a mis en avant des enjeux forts de biodiversité au niveau du Grand Valat avec la présence d'une population d'agrion de Mercure inféodée au cours d'eau et à sa végétation rivulaire.

L'impact brut du projet sur la biodiversité a été jugé fort car il intégrait initialement la création d'un accès à la future halle de sport venant s'insérer à proximité immédiate des zones de reproduction de l'agrion de Mercure.

La définition de mesures d'évitement et de réduction d'impact est nécessaire.

4.6. Définition des mesures, séquence « Eviter/Réduire/Compenser »

a. Mesures d'évitement ou de suppression d'impact

ME 01 Evitement du secteur de reproduction de l'agrion de Mercure dans le Grand Valat	
OBJECTIF	Préserver l'habitat des odonates au niveau du Grand Valat
GROUPES BIOLOGIQUES CONCERNES	Espèces concernées : agrion de Mercure et libellule fauve.
IMPACT(S) CONCERNE(S)	Perturbation forte du secteur de reproduction de l'agrion de Mercure
DESCRIPTION	<p>Le secteur de reproduction des odonates protégés au niveau du Grand Valat doit être évité.</p> <p>L'accès à la future halle de sport se fera plus au nord afin d'éviter strictement tout impact sur le cours d'eau, sa végétation et la biodiversité patrimoniale associée.</p> <p>Le plan masse du projet a intégré cette modification comme présenté ci-dessous</p>
ILLUSTRATION	<p>Mesure d'évitement des enjeux de biodiversité</p>  <p>Evaluation environnementale de la déclaration de projet Projet de halle de sport Commune de Jonquières-Saint-Vincent (30)</p> <p>  Evitement du secteur de reproduction de l'agrion de Mercure  Evitement du secteur de reproduction de la libellule fauve </p> <p> Sources: BREA, L. Occurrence / SRCE LR, 2015. CERVA NCA Projet de REP (annexe 10) Cartographie réalisée par Natura, avril 2018. </p> <p></p>

b. Mesures de réduction d'impact

MR 01 Adaptation du calendrier des travaux	
OBJECTIF	Afin de limiter les risques de destruction d'individus des différents compartiments biologiques, et notamment des demoiselles et libellules fréquentant le secteur de projet, Naturæ préconise d'adapter le calendrier des travaux en fonction des périodes de sensibilité des espèces protégées présentes.
GROUPE BIOLOGIQUES CONCERNES	Espèces concernées : agrion de Mercure et libellule fauve.
IMPACT(S) CONCERNE(S)	Destruction d'individus d'espèces protégées
DESCRIPTION	<p>Concernant l'agrion de Mercure, la période des travaux est préconisée lorsque les populations ne se retrouvent que sous forme de larves, entre début décembre et la première moitié du mois de mars.</p> <p>Si les travaux ont lieu en plusieurs phases durant plusieurs années, les travaux de débroussaillage, d'abattage d'arbres, d'arasement des milieux naturels et de terrassement devront suivre ce calendrier pour chaque phase.</p> <p>La maîtrise d'ouvrage s'engage à suivre ce planning de travaux.</p>

MR 02 Gestion du Grand Valat par une fauche raisonnée	
OBJECTIF	Une fois les travaux terminés, une attention devra être portée sur la fauche de la végétation pratiquée, qui devra être raisonnée et adaptée à l'espèce. Elle devra être réalisée entre décembre et fin février.
GROUPE BIOLOGIQUES CONCERNES	Espèces concernées : agrion de Mercure et libellule fauve.
IMPACT(S) CONCERNE(S)	Destruction d'individus d'espèces protégées par la fauche de son habitat
DESCRIPTION	<p>La fauche et l'entretien de la végétation du cours d'eau et de ses abords devront impérativement être réalisés entre décembre et fin février.</p> <p>La maîtrise d'ouvrage s'engage à suivre ce planning de gestion du cours d'eau.</p>

MR 03 Balisage et suivi de chantier par un expert écologue	
OBJECTIF	L'objectif est d'accompagner l'aménageur afin de se prémunir d'impacts sur les milieux naturels et les espèces protégées lors des travaux et de garantir le respect de la réglementation environnementale.
GROUPE BIOLOGIQUES CONCERNES	<u>Espèces concernées</u> : Biodiversité en général
IMPACT(S) CONCERNE(S)	-Destruction directe d'habitats naturels -Risque de destruction directe d'individus d'espèces faunistiques protégées (agrion de Mercure et libellule fauve en premier lieu)
DESCRIPTION	<p>L'objectif de cette mesure est d'accompagner le maître d'ouvrage du projet afin de se prémunir d'impacts sur la biodiversité en phase de chantier.</p> <p>L'accompagnement écologique intervient en différentes étapes. Il s'agira pour l'expert écologue en charge du suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'analyser en amont le Plan Assurance de l'Environnement (PAE) produit par l'entreprise titulaire ; - de préparer le chantier par la mise en défens de la zone de reproduction des 2 espèces d'odonates associée à une zone tampon; - de sensibiliser et informer le personnel de chantier aux enjeux écologiques de l'emprise travaux et de leur transmettre les consignes liées au respect des mises en défens et à la destruction des milieux naturels en amont du démarrage des travaux ; - de porter une attention particulière à la gestion environnementale du chantier et des pollutions potentielles associées (notamment en direction du Grand Valat) ; - de suivre le chantier de façon régulière en phase arasement afin de s'assurer que les prescriptions du présent dossier sont bien respectées. <p>Une note de sensibilisation sera transmise aux équipes de travaux avant commencement le démarrage des travaux. Chaque passage de l'expert écologue sur site fera l'objet d'une note de synthèse transmise à la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et les services de l'Etat compétents en matière de biodiversité, en charge du dossier.</p> <p>Cette mesure doit se poursuivre jusqu'à réception des travaux, où l'expert écologue doit impérativement être présent pour rédiger un bilan post-travaux.</p> <p>Une journée de balisage et mise en défens des espaces à enjeux sera réalisée par l'expert écologue en amont des travaux.</p>

c. Evaluation de l'impact résiduel sur la biodiversité

La mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction permettra de réduire l'incidence du projet sur le cours d'eau et les 2 espèces protégées associées.

Si l'ensemble des préconisations d'évitement et de réduction d'impact sont suivies par la maîtrise d'ouvrage, l'ensemble du projet ne présentera pas d'incidence résiduelle notable sur la faune, la flore et les habitats naturels. Dès lors, aucune mesure compensatoire ne sera nécessaire.



DEPARTEMENT DU GARD

JONQUIERES-SAINT-VINCENT

Hôtel de Ville – 1 Place de la Mairie – 30300 Jonquières-Saint-Vincent

DOSSIER DECLARATION DE PROJET

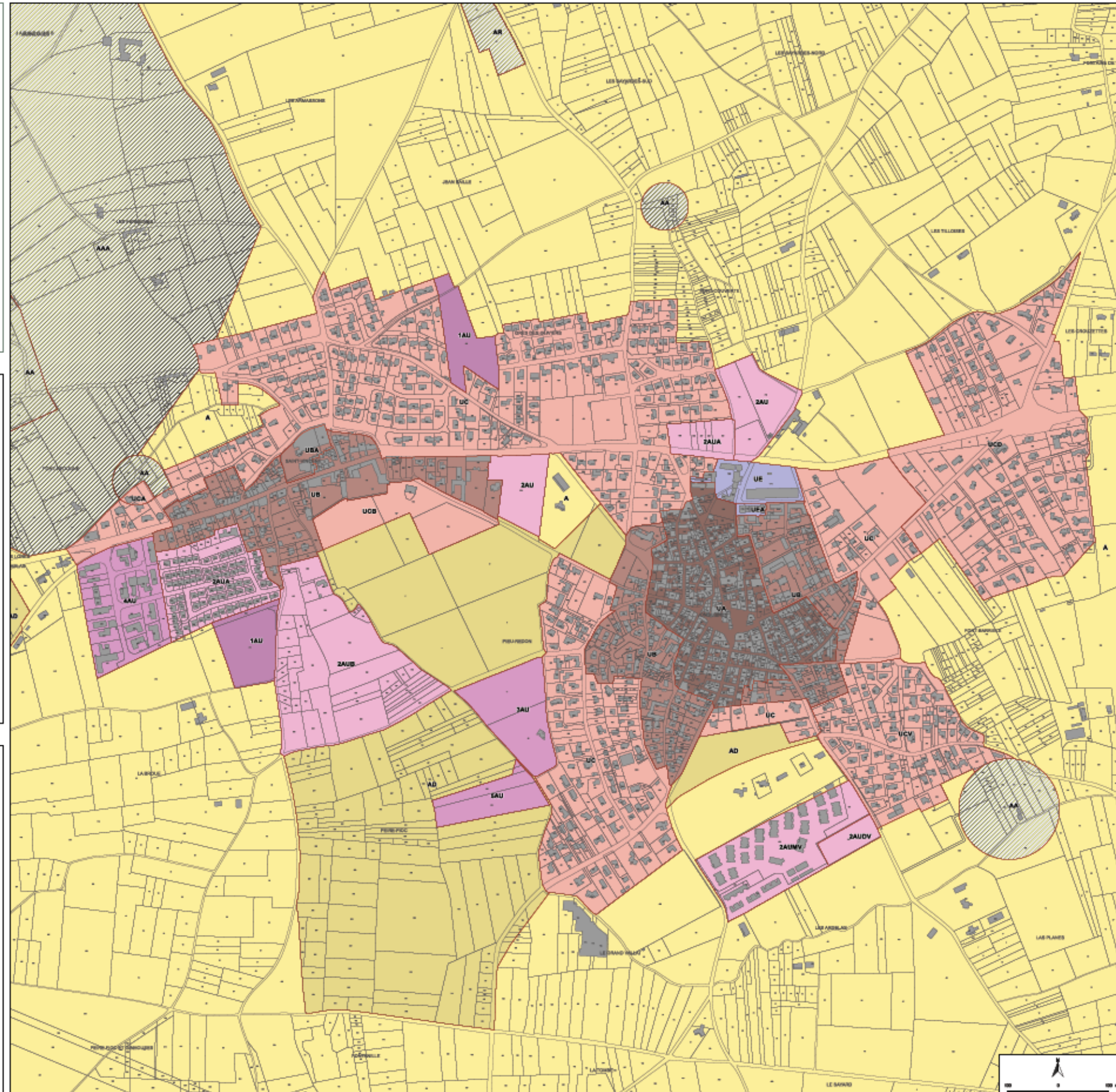
PIECE N°1



2.2 Règlement graphique après mise en compatibilité

Document de travail
7 juin 2018

urba.pro
URBANISME & PROJETS

[illegible]



DEPARTEMENT DU GARD

JONQUIERES-SAINT-VINCENT

Hôtel de Ville – 1 Place de la Mairie – 30300 Jonquières-Saint-Vincent

DOSSIER DECLARATION DE PROJET

PIECE N°1



2.3 Règlement de la zone 5AU

Document de travail
7 juin 2018

urba.pro
URBANISME & PROJETS

1. Dispositions applicables à la zone 5AU

Caractère de la zone

Rappel du rapport de présentation. « Il s'agit d'une zone à urbaniser subordonnée à la réalisation d'un équipement sportif. Le secteur 5AU concerne la construction d'une halle de sport et des constructions qui y sont liées (futures extensions) ».

La zone 5AU est concernée en partie par le PPRI avec deux zones non urbaines inondables. La commune est située dans une zone de sismicité modérée.

1.1. Section I – Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

ARTICLE 5AU - Occupations ou utilisations du sol interdites

Sont interdits :

* Toutes les constructions et installations en dehors de celles visées à l'article 5AU 2.

* les divers modes d'occupation des sols :

- les carrières et les gravières,
- les affouillements ou exhaussements qui ne sont pas nécessités par la construction d'un bâtiment ou la réalisation d'un aménagement autorisé dans la zone,
- le camping, le caravanning et les parcs résidentiels de loisirs,
- le stationnement des caravanes hors construction close,
- le dépôt extérieur de véhicules, matériel ou matériaux,

La zone 5AU est concernée en partie par les zones inondables non urbaines du PPRI.

ARTICLE 5AU 2 - Occupations et utilisations du sol admises sous conditions

* Les constructions et installations à vocation d'équipements sportifs et leurs extensions ainsi que les constructions et installations qui y sont liées, sont autorisées au fur et à mesure de l'équipement de la zone.

* Les affouillements et exhaussements des sols sont autorisés dans la mesure où ils sont liés à des constructions et installations autorisées dans la zone ainsi que pour les infrastructures routières.

1.2. Section II – Conditions de l'occupation et de l'utilisation du sol

ARTICLE 5AU 3 - Accès et voirie

Les accès et les voiries devront respecter les prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.).

1 – Accès

* Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire, en application de l'article 682 du Code Civil.

* Les caractéristiques des accès doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, la défense contre l'incendie, la protection civile, le brancardage, le stationnement.

* Les accès doivent respecter les écoulements des eaux de la voie publique et ceux sur les voies adjacentes.

* Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui représentent une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

* Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation.

2 – Voirie

- * Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.
- * Les transports en commun desserviront la Halle des Sports depuis cet axe.

ARTICLE 5AU 4 - Desserte par les réseaux

1 – Eau potable

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau public de distribution d'eau potable de caractéristiques adaptées et alimentée en quantité suffisante par une ressource conforme à la réglementation en vigueur.

2 – Assainissement – eaux usées

* Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau public d'assainissement qui ne peuvent recevoir que des eaux domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) ou des effluents de même nature et composition que les eaux à dominante domestique (eaux industrielles prétraitées).

* Les rejets d'eaux claires (drainages, eaux de ruissellement des cours et des terrasses, eaux pluviales, eaux de vidange de piscines et cuves ou rejets de pompe à chaleur...) de quelque nature ou provenance que ce soit ne doivent en aucun cas rejoindre le réseau séparatif des eaux usées.

* Sont également prohibés, les rejets d'hydrocarbures, de substances chimiques, corrosives, ou des effluents en provenance de fosses.

3 – Assainissement – eaux pluviales

* Lorsque le réseau public recueillant les eaux pluviales existe, les aménagements réalisés doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

* En l'absence d'un réseau d'eaux pluviales, le constructeur doit réaliser sur son terrain et à sa charge, des dispositifs appropriés et proportionnés permettant l'évacuation directe et sans stagnation des eaux pluviales vers un déversoir désigné à cet effet. Ces aménagements ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux de ruissellement conformément aux dispositions du Code Civil. Les rejets devront être conformes à la législation de la loi sur l'eau.

4 – Electricité – Téléphone – Télédistribution – Eclairage public

* Les réseaux établis dans le périmètre des opérations d'aménagement d'ensemble doivent être réalisés en souterrain.

5 – Ordures ménagères

La collecte des ordures ménagères doit pouvoir être assurée suivant les prescriptions définies par le service de la collectivité compétente.

ARTICLE 5AU 5 - Caractéristiques des terrains

Non réglementées

ARTICLE 5AU 6 - Implantation des constructions par rapport aux emprises publiques

Les constructions et installations seront édifiées à cinq mètres minimums des limites d'emprises publiques. Il peut être dérogé à cette règle pour des raisons techniques ou fonctionnelles du projet architectural.

ARTICLE 5AU 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions et installations peuvent être édifiées en respectant un retrait par rapport aux limites séparatives minimum ou égal de 3 mètres.

Les équipements d'infrastructure peuvent être implantés différemment.

ARTICLE 5AU 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété
Non réglementé

ARTICLE 5AU 9 - Emprise au sol
Non réglementé

ARTICLE 10 – zone 5AU - Hauteur des constructions

La hauteur maximale des constructions et des installations est fixée à 10 mètres mesurée à partir de tout point du sol existant jusqu'au sommet du bâtiment, ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.

ARTICLE 11 – zone 5AU - Aspect extérieur

Toute construction doit s'intégrer dans l'espace qui l'environne. Cet espace est conditionné par le climat, la topographie, la végétation existante, les constructions voisines et les vues, la forme et l'orientation de la parcelle, mais aussi des vues vers le village historique et patrimonial de Jonquières-Saint-Vincent, en connaissance des co-visibilités avec la Via Domitia notamment, classée à la liste des Monuments Historiques.

Ces conditions principales influent sur l'implantation de la construction, son orientation, sa distribution intérieure, le choix des matériaux. Situé sur des zones agricoles à la lisière de l'urbanisation, l'aménagement du projet nécessitera d'intégrer les équipements et infrastructures existants et futurs pour mettre en œuvre une cohérence urbaine.

ARTICLE 12 – zone 5AU – Stationnement

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques. La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'un véhicule dans le cas de garages collectifs ou aires de stationnement est de 25 m², y compris les accès.

Les places de stationnement ne devront pas avoir une largeur inférieure à 2,50 m et une longueur inférieure à 5 m.

ARTICLE 13 – zone 5AU - Espaces libres, aires de jeux et de loisirs, et plantations

Les surfaces libres de toute construction, ainsi que les aires de stationnement de plus de 500 m² doivent être plantées, à raison d'un arbre de haute tige par 50 m² de terrain.

Il est demandé aux équipes de concepteurs de proposer des solutions pour le choix d'essence limitant la production de déchets organiques ou de nuisances (odeurs, insectes, etc.) et pour le positionnement des végétaux en tenant compte des ombres portées et des écrans visuels générés.

1.3. Section III – Possibilités maximales d'occupation du sol

ARTICLE 14 - zone 5AU - Coefficient d'Occupation du Sol

* Dispositions supprimées par la loi ALUR n° 2014-366 du 24 mars 2014

ARTICLE 15 - zone 5AU - Performances énergétiques et environnementales

Non réglementé.

ARTICLE 16 – zone 5AU - Infrastructures et réseaux de communications électroniques

Pour être autorisées, toutes nouvelles constructions ou installations, devront prévoir un fourreau en attente pour recevoir la fibre optique.



DEPARTEMENT DU GARD

JONQUIERES-SAINT-VINCENT

Hôtel de Ville – 1 Place de la Mairie – 30300 Jonquières-Saint-Vincent

DOSSIER DECLARATION DE PROJET

PIECE N°1



2.4 Orientations d'Aménagement et de Programmation

Document de travail
7 juin 2018

urba.pro
URBANISME & PROJETS

1. Préambule

1.1. Portée réglementaire des OAP

« Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les orientations d'aménagement et de programmation d'un plan local d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale comprennent les dispositions relatives à l'équipement commercial et artisanal mentionnées aux articles L. 141-16 et L. 141-17. » selon l'article L151-6 du Code de l'Urbanisme.

De plus, l'article L 151-7 du Code de l'Urbanisme précise que *« Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :*

1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;

4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36. »

En application de l'article L152-1, *« L'exécution par toute personne publique ou privée de tous travaux, constructions, aménagements, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, et ouverture d'installations classées appartenant aux catégories déterminées dans le plan sont conformes au règlement et à ses documents graphiques. Ces travaux ou opérations sont, en outre, compatibles, lorsqu'elles existent, avec les orientations d'aménagement et de programmation »*

Cette compatibilité signifie que les travaux et opérations réalisés dans le secteur concerné sont opposables au tiers, qu'ils ne peuvent être contraires aux orientations d'aménagements retenues, mais contribuent à leur mise en œuvre ou tout au moins, à ne pas les remettre en cause. La compatibilité s'apprécie lors de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Les orientations par secteurs sont complémentaires des dispositions d'urbanisme contenues dans le règlement écrit et graphique. Cette complémentarité s'exprime également par leur portée réciproque. En effet, les opérations d'aménagements et de constructions seront instruites en termes de compatibilité avec les orientations par secteurs et en termes de conformité avec les dispositions réglementaires.

Le secteur concerné par cette orientation d'aménagement et de programmation est la zone 5AU, zone réservée à l'urbanisation subordonnée à la réalisation d'un équipement sportif.

1.2. Représentation des orientations d'aménagement et de programmation

Les modes de représentation utilisés sont schématiques. Il s'agit bien d'indiquer les orientations, les principes d'aménagement avec lesquels les projets de travaux ou d'opérations doivent être compatibles.

Ces schémas n'ont donc pas pour objet de délimiter précisément les éléments de programme de chaque opération, ni d'indiquer le détail des constructions ou des équipements qui pourront y être réalisés. Leur finalité est de présenter le cadre d'organisation et d'armature urbaine.

1.3. Temporalité et phasage des opérations d'aménagements

Les diverses opérations d'aménagement se réaliseront à plus ou moins long terme, certaines en plusieurs phases, en fonction des initiatives publiques ou privées, de l'avancement de la maîtrise foncière et des études opérationnelles.

La représentation de l'ensemble du secteur de projet est cependant importante car elle donne une vision globale de l'aménagement envisagé à plus longue échéance, permettant ainsi de mieux comprendre la cohérence, et les enjeux du projet d'ensemble.

2. La zone 5AU - réservée à l'urbanisation subornée à la réalisation d'un équipement sportif

2.1. Caractéristiques initiales du secteur



2.2. Contexte géographique



2.3. Orientations d'aménagement et de programmation

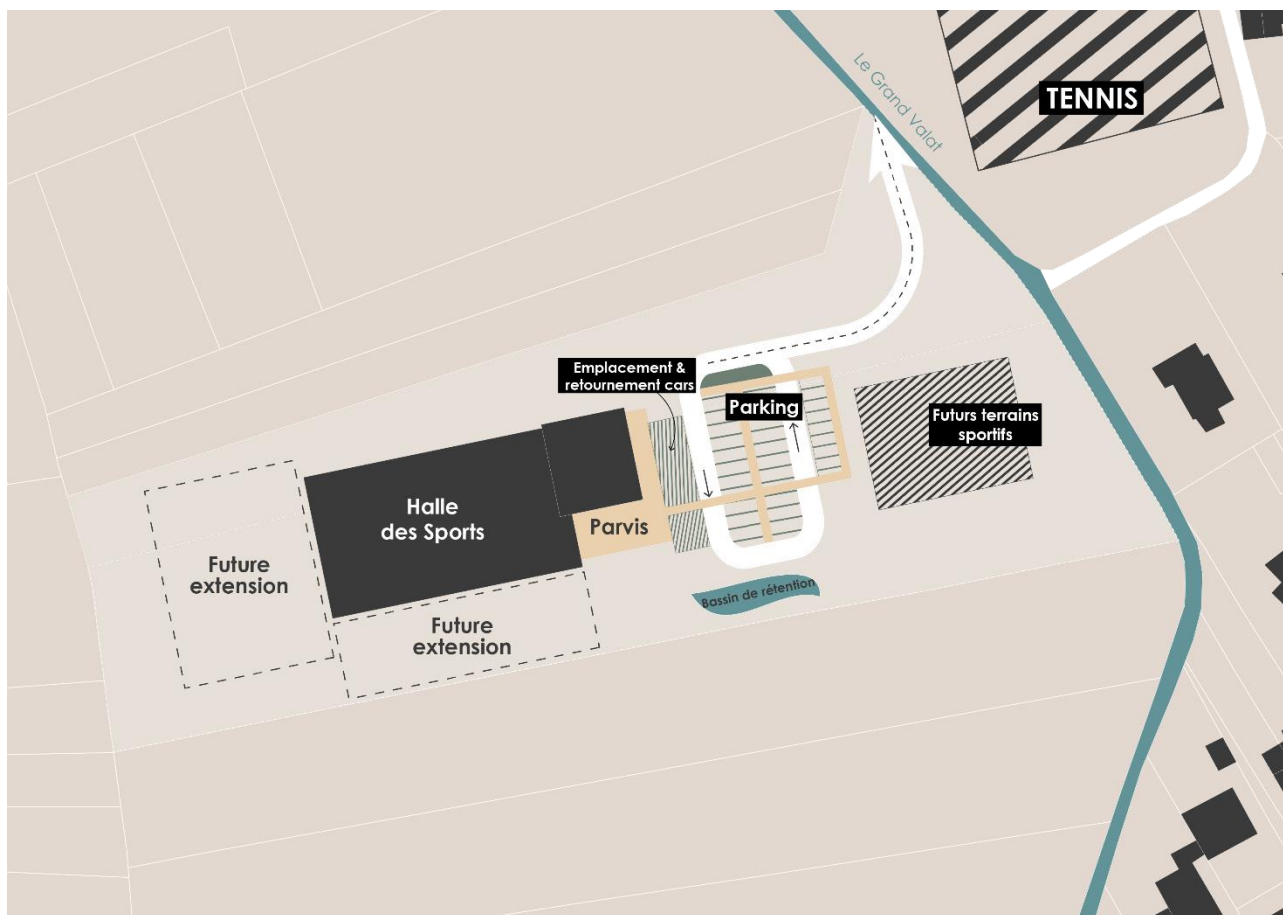


Figure 12. Schéma d'intention - OAP, Urba.Pro 2018

- *Un bâti à échelle humaine*

Le projet s'organise suivant deux grandes entités lisibles en plan, se développant en deux ailes distinctes : le pôle dojo à l'est et le pôle salle multisports.

Le parvis jouit pleinement des apports solaires et prend une dimension d'espace public. Il est connecté à un cheminement qui pourra être prolongé en direction du futur groupe scolaire. L'entrée en façade prend place sur le parvis protégé du Mistral, vent dominant. L'entrée du bâtiment se fait face à la voirie principale qui permet d'accéder au parking. »

- *Un fonctionnement lisible et pratique*

Les flux du public, sont concentrés au niveau du hall d'accueil, pour permettre leur contrôle et la surveillance depuis la loge.

Les flux sont étudiés dans une démarche d'optimisation du fonctionnement avec un accès du public direct vers le gradin et des vestiaires traités par paires sont traversants pour « les flux pieds sales / pieds chaussures sports » ou « les flux pieds sales / pieds nus ».

L'infirmerie, en lien avec l'entrée et la grande salle, facilite la circulation des blessés ainsi que la manipulation d'un brancard. Le local chaufferie a un accès extérieur direct pour en faciliter la maintenance. Le projet s'inscrit dans une volonté fonctionnelle.

- *Confort lumineux*

Les apports en lumière naturelle provenant de l'extérieur sont maîtrisés à l'essentiel et permettent de bénéficier au maximum des atouts de l'orientation de l'édifice. Le volume est optimisé et le projet est étudié pour offrir de la lumière naturelle à tous les espaces, hormis les locaux de rangement et les sanitaires.

L'ambiance recherchée à l'intérieur de la salle est celle d'une lumière douce aux couleurs claires, et avec des matériaux chaleureux : le bois du doublage thermo-acoustique du dojo est vernis pour des soucis d'entretien, le sol est en lés également clair, la structure métallique sera thermolaquée de couleur claire (pour éviter une apparence industrielle), les parois en polycarbonate sont neutres.

La structure des portiques de la salle multisports comporte une isolation thermique par l'extérieure revêtue d'un bardage de couleur cuivre « couleur d'automne ».

- *Stationnement*

Conformément au programme, vingt-cinq places ont été prévues dont deux pour les personnes à mobilités réduites. Il y a possibilité de l'étendre. Deux emplacements pour les cars ont été prévus.

Le stationnement vient s'implanter à l'est du bâtiment, en zone inondable afin de ne pas empiéter sur les espaces constructibles de la parcelle et de laisser « le champ des possibles ». Pour éviter au mieux l'imperméabilisation des sols et s'insérer au mieux dans le site, le stationnement est réalisé en stabilisé.

Le stationnement est optimisé avec une circulation à sens unique au niveau des places de stationnement. Des cheminements piétons définis et contrastant avec la voirie par le béton désactivé sécurisent la circulation des piétons. Des arbres rompent avec la monotonie du parking est apportent l'ombre nécessaire à tout aménagement paysagé dans les régions du Sud.

Le parking pourra être mutualisé avec la future école. Nous laissons une large possibilité d'extension de parking. Le bassin de rétention, traitée avec de la prairie fleurie, est en lien avec le stationnement.

- *Gestion des eaux pluviales*

Les eaux pluviales sont récupérées et stockées sur le site. Des noues paysagées sont créées dirigeant les eaux vers le bassin de rétention. Comme demandé au programme, un bassin de rétention de 330m³ est prévu. Celui-ci sera traité en fond avec de l'argile pour l'imperméabilisation et planté d'une prairie fleurie.

- *Accessibilité*

L'accès à la parcelle se réalise depuis un raccordement de la parcelles 150 au chemin du Parc communal, le long du Grand Valat, en passant par les parcelles 151 et 152.

